

VILLE DE LONGUEUIL

Rapport
financier
2025

longueuil


Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Longueuil | 58227 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire



Date

1.1 26 mai 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	41
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	43
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	44
Situation financière par organismes	45
Charges par objets	46
Fonds local d'investissement	47
Fonds local de solidarité	50
Excédent (déficit) accumulé	52
Avantages sociaux futurs	56

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	64
Analyse des charges consolidées	76

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	82
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	83
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	84
Charges par objets	85
Excédent (déficit) accumulé	86
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	90
Analyse des charges sans amortissement	102
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	106
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	107
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	108
Charges par objets	109
Excédent (déficit) accumulé	110
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	114
Analyse des charges sans amortissement	126

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport de l'auditeur indépendant et de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Longueuil et
Aux membres du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Longueuil (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
FCPA auditrice, permis de comptabilité publique n°A115222
Brossard, Québec, le 26 mai 2026

Guylaine Séguin, CPA auditrice

La vérificatrice générale de la Ville de Longueuil
Guylaine Séguin, CPA auditrice
Longueuil, Québec, le 26 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	445 358 761	447 641 423	427 433 209
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 859 509	19 233 622	18 950 151
Quotes-parts	3	239 253 663	239 624 611	223 820 914
Transferts	4	66 483 919	69 795 547	106 724 587
Services rendus	5	255 808 174	267 842 215	245 666 257
Imposition de droits	6	36 516 716	58 625 659	37 740 685
Amendes et pénalités	7	13 551 820	16 299 970	13 477 494
Revenus de placements de portefeuille	8	550 000	43 452	
Autres revenus d'intérêts	9	10 812 400	14 197 282	18 030 107
Autres revenus	10	6 021 851	23 730 196	9 469 625
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 094 216 813	1 157 033 977	1 101 313 029
Charges				
Administration générale	14	104 256 089	107 482 917	96 407 744
Sécurité publique	15	225 900 560	220 993 429	208 761 035
Transport	16	453 510 118	463 060 120	430 707 213
Hygiène du milieu	17	138 434 324	143 471 872	134 701 975
Santé et bien-être	18	6 488 023	27 332 990	22 194 786
Aménagement, urbanisme et développement	19	38 011 918	38 243 928	39 849 372
Loisirs et culture	20	99 863 589	101 526 566	96 724 429
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	32 715 013	34 765 331	31 511 671
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 099 179 634	1 136 877 153	1 060 858 225
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(4 962 821)	20 156 824	40 454 804
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		1 265 810 549	1 225 355 745
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		1 265 810 549	1 225 355 745
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		1 285 967 373	1 265 810 549

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	246 810 629	228 426 644
Débiteurs (note 5)	2	265 003 148	272 135 098
Prêts (note 6)	3	2 833 811	3 087 890
Placements de portefeuille (note 7)	4	13 971 692	4 034 185
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	528 619 280	507 683 817
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	73 124 093	41 796 661
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	221 241 141	210 769 183
Revenus reportés (note 11)	12	62 198 529	81 340 979
Dette à long terme (note 12)	13	826 274 871	794 872 143
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	80 410 500	81 559 000
Autres passifs (note 14)	15	19 838 170	18 194 868
	16	1 283 087 304	1 228 532 834
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(754 468 024)	(720 849 017)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 911 370 245	1 860 598 785
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	105 995 709	106 072 995
Stocks de fournitures	20	16 343 259	15 582 388
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	5 973 270	4 082 417
	23	2 039 682 483	1 986 336 585
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	1 285 214 459	1 265 487 568
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	1 285 967 373	1 265 810 549
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	(752 914)	(322 981)
	27	1 285 214 459	1 265 487 568

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(4 962 821)	20 156 824	40 454 804
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	366 327 800)	177 405 250)	190 308 667)
Produit de cession	3	50 000	563 944	1 646 657
Amortissement	4	120 537 211	126 445 666	117 394 885
(Gain) perte sur cession	5	40 000	(383 538)	(962 199)
Réduction de valeur / Reclassement	6		7 718	279 429
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(245 700 589)	(50 771 460)	(71 949 895)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		77 286	3 653 718
Variation des stocks de fournitures	10		(760 871)	(1 493 382)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 890 853)	368 270
	13		(2 574 438)	2 528 606
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		(429 933)	218 804
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(250 663 410)	(33 619 007)	(28 747 681)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(720 849 017)	(692 101 336)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(720 849 017)	(692 101 336)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(754 468 024)	(720 849 017)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	(322 981)	(541 785)
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2	(663 800)	167 354
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Gains réalisés sur les dérivés	5.1	233 867	51 450
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	(429 933)	218 804
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	(752 914)	(322 981)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	20 156 824	40 454 804
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	126 445 666	117 394 885
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations	4.1	(383 538)	(962 199)
▪ Réduction de valeur, dons, reclassement immobilisations	4.2	(6 549 420)	(3 085 039)
▪ Variation des instruments financiers dérivés	4.3	(429 933)	218 804
	5	139 239 599	154 021 255
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	7 131 950	8 899 740
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	10 819 742	(1 597 265)
Revenus reportés	9	(19 142 450)	8 573 614
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 148 500)	(920 900)
Propriétés destinées à la revente	11	77 286	3 653 718
Stocks de fournitures	12	(760 871)	(1 493 382)
Autres actifs non financiers	13	(1 890 853)	368 270
	14	134 325 903	171 505 050
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	169 529 587)(	189 910 838)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	563 944	1 646 657
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(168 965 643)	(188 264 181)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	1 191 500)(	1 100 000)
Remboursement ou cession	21	1 422 572	1 433 423
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	9 937 507)(	2 508 827)
Cession	23		1 356 599
	24	(9 706 435)	(818 805)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	185 504 600	166 434 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (	153 464 908)(	164 886 825)
Variation nette des emprunts temporaires	27	31 327 432	27 296 345
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(636 964)	(557 837)
Autres			
▪	29.1		
	30	62 730 160	28 285 683
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	18 383 985	10 707 747
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	228 426 644	217 718 897
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	228 426 644	217 718 897
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	246 810 629	228 426 644

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Longueuil (ci-après « la Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais (L.Q.2000, c.56)*.

Suite à la *Loi sur la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q.2003, c.14)*, les villes de Boucherville, Brossard, Saint-Lambert et Saint-Bruno-de-Montarville ont été reconstituées le 1er janvier 2006. Les municipalités résultant de cette réorganisation demeurent toutefois liées les unes aux autres, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q. c.E-20.001)*.

La Ville est régie par la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Les états financiers contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Ces organismes sont : Société Rive et Parcs de Longueuil (SRPL), Développement économique de l'agglomération de Longueuil (DEL), Réseau de transport de Longueuil (RTL) et Conseil des arts de Longueuil (CAL).

Les opérations réciproques entre l'agglomération et l'administration municipale, ainsi que les opérations entre les organismes du périmètre, ont été éliminées aux fins de la présentation des informations financières consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Base de présentation

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la durée de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement, les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et du passif au titre des avantages sociaux futurs ainsi que les provisions à l'égard des passifs, de la provision pour contestation d'évaluation, de la provision pour sites contaminés, l'évaluation de la juste valeur des produits dérivés, de la provision pour les obligations de mise hors services d'immobilisations et les réclamations en justice.

C) Actifs financiers

i) Trésorerie et équivalents de la trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et de placements temporaires.

D) Passifs

i) Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

La Ville et le RTL comptabilisent un passif au poste Assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'ils sont directement responsables ou qu'ils acceptent la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement. Au 31 décembre 2025, un montant de 4,0M\$ (3,9M\$ au 31 décembre 2024) est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

ii) Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission et de refinancement de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

iii) Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

iv) Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

v) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville et ses organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville et ses organismes comptabilisent un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du coût moyen pondéré ou l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

ii) Immobilisations**Amortissement**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures et autres	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublements et équipements de bureau	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	3 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

iii) Propriétés des destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût réel. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente d'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus**Constatation des revenus**

Les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, où les critères d'admissibilité ont été satisfaits et lorsqu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste "Revenus reportés".

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt du rôle de perception initial et spécial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées au moment où les montants sont encaissés.

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Conformément aux modalités de l'entente intervenue entre les parties, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025, les revenus provenant de l'ARTM correspondent à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire du RTL. Ils sont constatés sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon les dépenses réelles du RTL.

Les autres revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées et à payer en fin d'exercice par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux, qui est un régime interemployeur auquel participe la Ville, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées interemployeur, auxquels participe la Ville sans en être le promoteur, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour les régimes non capitalisés et selon la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires futurs pour les régimes capitalisés, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement de personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la valeur lissée au marché cinq ans pour la majorité (ou quasi-totalité) des régimes de retraite. La méthode utilisée par le RTL est basée sur la valeur au marché sur une période de trois ans.

Les gains et pertes actuariels, réalisés au cours d'un exercice ne sont généralement pas constatés immédiatement et ils sont amortis et constatés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants à compter de l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal requiert la création de deux volets distincts, soit un volet pour le service postérieur au 31 décembre 2013 et un volet pour le service antérieur au 1er janvier 2014 pour les régimes capitalisés. Pour cette raison, la méthode d'évaluation de l'obligation du volet antérieur au 1er janvier 2014 des régimes capitalisés a été modifiée pour utiliser la méthode actuarielle de répartition des prestations projetées. La même méthode avait été appliquée à l'exercice terminé le 31 décembre 2024.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent, en tout ou en partie, de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une affectation aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins fiscales.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables.

Avantages sociaux futurs :

- Pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes non capitalisés, l'excédent est inscrit aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, la Ville n'a pas amorti cette somme au cours de l'exercice comme l'amortissement n'est pas obligatoire. Le RTL a amorti le solde de cette somme au cours de l'exercice;
- Pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- À noter que cet allègement n'est plus permis (à compter de l'année financière 2020) pour les nouvelles modifications affectant le service passé;
- À titre de mesure d'allègement pour les écarts entre la charge et le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés. La différence entre les prestations/prime versées et la charge, lorsque positive, est amortie;
- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement relié aux pertes actuarielles de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10% du plus élevé entre le passif et l'actif au 1er janvier 2009. Les montants ainsi transférés à l'égard des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée;
- À titre de mesure d'allègement consentis par le MAMH afin qu'aux fins de taxation, la variation de la provision pour moins-value soit compensée par un gain ou une perte actuarielle.

Assainissement des sites contaminés :

Passif constaté sur la durée des travaux d'assainissement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :

Passif constaté sur la durée de vie restante des immobilisations ou jusqu'au début des travaux de mise hors services, sur une période s'échelonnant de 1 à 100 ans.

Financement à long terme des activités de fonctionnement au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce qu'elles soient décomptabilisées. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value. L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés. Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles, la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Dérivés

Le Réseau de transport de Longueuil a recours à des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de marchandises, pour réduire le risque lié aux fluctuations du prix du carburant. La politique du RTL consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée est importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classée au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants:

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

J) Autres éléments

Excédent (déficit) de fonctionnement affecté

L'excédent (déficit) de fonctionnement affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Conformément à la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, les surplus cumulés au 31 décembre 2001 des municipalités fusionnées sont au bénéfice des contribuables de ces dernières.

- Le fonds Développement immobilier servira au financement en totalité ou partiel du coût de la mise en œuvre du plan de développement immobilier.
- Le fonds Infrastructures et grands projets et le fonds Immobilisations permettront de régulariser le service de la dette par le financement partiel ou complet d'immobilisations municipales et le remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds Statutaire permettra à l'administration de faire face à des charges imprévues. Le fonds sera utilisé uniquement pour des charges non récurrentes.
- Le fonds du Budget participatif permettra à la Ville de réserver une somme prédéterminée en vue d'offrir une participation citoyenne dans le cadre du processus budgétaire.
- Le fonds Contrôle de la dette servira au remboursement anticipé de la dette.
- Le fonds d'Amortissement pour le remboursement des obligations municipales permettra à la Ville de rembourser les obligations municipales émises pour le financement des régimes de retraite.
- Le fonds Développement social est destiné au financement des dépenses liées au développement social.
- Le fonds pour Fins communautaires est destiné au développement communautaire.
- Le fonds de Transition écologique est destiné à assurer la protection de l'environnement.

Réserves financières

- Le fonds Assurance a pour mission de protéger la sécurité financière de l'organisation en relation avec un sinistre résultant d'un dommage causé aux actifs de la Ville ou résultant de la responsabilité de celle-ci.
- Le fonds Eau potable est destiné au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.
- Le fonds Eaux usées sert au financement des dépenses en immobilisations liées à la réhabilitation et au remplacement des infrastructures.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Fonds réservés

En vertu de la charte de la Ville, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

- Le fonds réservé - Remembrement agricole est constitué de sommes d'argent perçues à même la surtaxe imposée pour le remembrement agricole afin de pourvoir aux charges liées à la remise en culture des terres en friches et ainsi développer les activités agricoles dans la zone décrétée.
- Le fonds réservé - Élection sert pour assumer les dépenses reliées aux élections municipales.
- Les fonds locaux d'investissement et de solidarité servent aux activités d'investissement dans toute entreprise en démarrage ou en expansion.
- La Ville et le RTL possèdent trois fonds de roulement dont le capital autorisé est fixé à 47,9 M\$. Les fonds de roulement servent principalement au financement de dépenses en immobilisations qui doivent être remboursées sur une période maximale de dix (10) ans. Au cours des dix (10) prochains exercices, la Ville et le RTL devront renflouer la partie utilisée qui a été établie à 25,9 M\$ au 31 décembre 2025.
- Les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés sont constitués des excédents de financement réalisés par emprunt sur les dépenses effectuées. Ces soldes sont principalement affectés au financement de dépenses décrétées par règlement d'emprunt, au paiement des échéances annuelles pour le remboursement de l'emprunt et à la réduction du solde de l'emprunt lors de son refinancement.

Compétence d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., chapitre E-20.001)*, la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les villes liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau, les services de police, de sécurité incendie, la cour municipale, le logement social et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	246 810 629	228 426 644
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
-	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	246 810 629	228 426 644
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	246 810 629	228 426 644
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	147 097 300	156 659 573
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	69 875 400	82 326 000

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'Encaisse et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

Les sommes affectées de 147,1 M\$ comprises dans la trésorerie sont composées de 1,5 M\$ du RTL à des fins de fonds d'assurance et de 145,6 M\$ affectés aux revenus reportés, aux excédents accumulés affectés, aux réserves financières, aux fonds réservés, au financement des investissements en cours, aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir - Dépenses de fonctionnement à financer à long terme ainsi que les sommes accumulées affectées aux activités futures de mise hors service d'immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	33 109 438	23 808 401
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	22 585	47 422
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	135 663 953	175 194 974
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	26 129 025	27 009 948
Organismes municipaux	13	2 227 547	1 913 502
Autres			
▪ Cour municipale	14.1	5 720 169	6 162 278
▪ Autres	14.2	62 130 431	37 998 573
	15	265 003 148	272 135 098
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	91 347 662	94 981 251
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	91 347 662	94 981 251
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	15 193 561	14 837 803
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	53 445 455	56 275 835
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	5 379 803	6 631 075
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	48 494 420	67 332 907
Ministère de la Culture et des Communications	26	6 562 160	6 089 250
Autres ministères/organismes	27	21 782 115	38 865 907
	28	135 663 953	175 194 974

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,30 % à 4,80 % au 31 décembre 2025 (0,95 % à 5,10 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2045.

En vertu des ententes avec le gouvernement provincial, la Ville et le RTL, recevront sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'ils doivent assumer pour leur dettes.

Pour garantir les obligations de la Société d'économie mixte de l'Est de la Couronne Sud (SÉMEC) inc. dans le cadre de la modification et de l'optimisation du Centre de traitement par biométhanisation, cette dernière a consenti à la Ville une hypothèque principale de 44 M\$ plus une hypothèque additionnelle de 15%, de quatrième rang.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ FLI (Fonds local d'investissement)	31.1	2 743 811	3 085 056
▪ FLS (Fonds local de solidarité)	31.2	90 000	2 834
	32	2 833 811	3 087 890
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	415 097	391 090

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	13 971 692	4 034 185
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	13 971 692	4 034 185
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les autres placements de portefeuille sont composés d'un certificat de placement garantie portant intérêt à un taux de 3,05 % qui vient à échéance en novembre 2027 ainsi que de dépôts à terme portant intérêt à des taux de 1,05% à 8,50% (1,35 % à 8,50% en au 31 décembre 2024) qui viennent à échéance entre février 2026 et décembre 2030.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville et les organismes disposent de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires et de Financement-Québec totalisant un maximum de 124.1M\$. Le solde des emprunts est de 73,1 M\$ au 31 décembre 2025 (41,8 M\$ au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, les marges de crédit à demande se composent des éléments suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

En vertu des ententes avec la Ville de Longueuil, un maximum de 75 M\$ peut être prélevé de l'institution bancaire en dollars canadiens à un taux variable fondé sur le taux préférentiel de 5,45% moins 0,95% (5,45% moins 0,95% au 31 décembre 2024). Cette marge de crédit est non garantie et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2025, l'emprunt bancaire est inactif mais peut être réactiver à tout moment par la Ville.

Le RTL dispose d'une marge de crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 35 M\$ (45 M\$ au 31 décembre 2024), portant intérêt au taux de base de 4,45% (5,45% au 31 décembre 2024) et est renégociable annuellement. De plus, le RTL dispose d'une marge de crédit pour l'acquisition d'autobus d'un montant autorisé de 0 M\$ (10 M\$ au 31 décembre 2024), portant intérêt au taux de base de 0% (5,45% au 31 décembre 2024). Le solde des emprunts est de 15,8 M\$ au 31 décembre 2025 (5,9 M\$ au 31 décembre 2024).

Le RTL dispose d'une marge de crédit auprès de Financement-Québec d'un montant autorisé de 88,6 M\$ (88,2 M\$ au 31 décembre 2024) afin de financer à court terme la part subventionnée par le ministère des Transports et Mobilité durable du Québec les projets d'investissement au taux moyen des bons du Trésor du Québec à 3 mois majoré de 0,02%. Le solde de l'emprunt est de 57,3 M\$ au 31 décembre 2025 (35,9 M\$ au 31 décembre 2024).

La marge de crédit de Société Rive et Parcs de Longueuil, d'un montant autorisé de 0,5 M\$, porte intérêt au taux préférentiel de 4,45% (5,45% au 31 décembre 2024) et est renégociable en mai 2026. Une hypothèque mobilière de 2,5 M\$ grevant tous les biens mobiliers présents et futurs est affectée à la garantie de l'emprunt. Au 31 décembre 2025, l'emprunt bancaire est inutilisé.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	79 010 976	76 335 453
Salaires et avantages sociaux	45	88 123 403	80 533 324
Dépôts et retenues de garantie	46	28 407 102	32 641 305
Provision pour contestations d'évaluation	47	591 843	90 899
Autres			
▪ Gouvernement du Canada	48.1	78 050	188 617
▪ Gouvernement du Québec	48.2	3 523 367	2 157 993
▪ Organisme municipaux	48.3	12 460 734	10 044 959
▪ Int. courus dette à long terme	48.4	8 153 850	7 572 330
▪ Autres passif et courus	48.5	891 816	1 204 303
	49	221 241 141	210 769 183

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	2 706 311	1 853 729
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51	141 830	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52	903 798	2 983 955
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres	55.1	27 319 753	43 401 849
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	20 005 385	18 375 409
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	1 395 917	1 011 051
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Milieux humides	62.1	3 101 315	3 101 315
▪ Autres	62.2	6 624 220	10 613 671
	63	62 198 529	81 340 979

Note**12. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,27	5,33	2026	2045	64	817 367 932	784 058 998
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,92	4,97	2026	2032	66	14 768 876	16 038 118
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	5,00	5,00			69	15 000	15 000
					70	832 151 808	800 112 116
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(5 876 937)	(5 239 973)
					72	826 274 871	794 872 143

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73	84 815 067		2 759 911	87 574 978
2027	74	92 041 619		1 438 826	93 480 445
2028	75	87 919 914		1 063 477	88 983 391
2029	76	79 109 796		1 508 278	80 618 074
2030	77	72 046 196		5 964 522	78 010 718
2031 et plus	78	401 435 340		2 048 862	403 484 202
	79	817 367 932		14 783 876	832 151 808
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	817 367 932		14 783 876	832 151 808

Note

La Ville a émis des obligations envers les régimes de retraite (PL54) pour un montant cumulatif de 9 882 410 \$ (9 882 410 \$ au 31 décembre 2024).

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	24 319 700	22 120 500
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(104 730 200)	(103 679 500)
	84	(80 410 500)	(81 559 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	44 384 900	45 290 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	3 285 300	3 371 300
Régimes à cotisations déterminées	87	143 057	166 817
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	517 136	527 003
	90	48 330 393	49 355 820

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q. 2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement a donc été suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec confirmait à toutes fins utiles les jugements de la Cour supérieure du Québec tant en ce qui concerne les dispositions touchant les retraités que celles touchant les participants actifs. Bien que des demandes d'autorisations d'en appeler de ces décisions aient été logées auprès de la Cour suprême du Canada, cette dernière a indiqué, en date du 11 avril 2024, son refus d'entendre celle-ci.

Dans un jugement rendu le 28 mars 2025, la Cour supérieure du Québec a déclaré que les retraités ont droit de recevoir l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec, sur la valeur de l'indexation prévue à leur régime de retraite qui aurait dû être ajoutée à chaque versement de rente effectué depuis le 1er janvier 2017 et qui ne l'a pas été, et ce, à compter de la date de chacun de ces versements, le jugement ne prévoyant pas d'instructions sur le financement et comment il sera payé, un autre jugement viendra aborder ceci. Une demande en appel a été portée par les villes. À ce jour, la Cour supérieure demeure saisie du dossier pour statuer sur les demandes en réparation. Pour le moment, le résultat des demandes en réparation est indéterminable.

Malgré ces récentes décisions, il importe de rappeler que la cause était scindée en deux parties distinctes : d'abord établir si les dispositions de la Loi sont constitutionnelles, ensuite établir les modalités réparatrices. Le rétablissement de l'indexation aux retraités au sens de la Loi RRSM a été reconnu dans l'exercice 2023 et 2024 pour une valeur de 49,5 M\$ pour la Ville et de 13,4 M\$ pour le Réseau de transport de Longueuil. Cette valeur a été réduite par des obligations implicites et par l'utilisation des gains/pertes non amortis.

La Ville et le Réseau de transport de Longueuil participent à 10 régimes de retraite qui sont visés par la Loi. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément aux dispositions de la Loi et aux ententes conclues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	4 010 009	3 897 423
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	15 075 247	13 974 464
Autres			
▪ Instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur	93.1	752 914	322 981
	94	19 838 170	18 194 868
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	13 974 464	12 815 959
Passifs engagés	96	554 552	
Passifs réglés	97	(24 380)	(55 234)
Charge de désactualisation ¹	98	591 252	568 419
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	(20 641)	645 320
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	15 075 247	13 974 464

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville et du RTL concernent principalement l'amiante et la peinture au plomb dans les bâtiments, les bassins et les conduites, les briques contaminées des incinérateurs, les réservoirs souterrains d'hydrocarbures, les séparateurs d'huile situés dans les sous-sols des garages, les halocarbures dans les unités de climatisation et la décontamination de terrains.

Principales hypothèses utilisées :

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

	2025	2024
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	De 2,59% à 4,24%	De 0,00% à 4,24%
Période d'actualisation	De 1 an à 100 ans	De 1 an à 100 ans
Taux d'inflation	De 2,87% à 3,06%	De 0,00% à 2,87%

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonnent en général sur une période d'un an.

Le coût estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors services au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élève à 18,5 M\$ (16,5 M\$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	289 914 352	16 029 007		305 943 359
Eaux usées	102	600 418 929	23 992 762	8 362	624 403 329
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	687 060 104	34 618 285		721 678 389
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	184 540 824	31 542 527		216 083 351
▪ Autres infras	104.2	139 607 443	13 202 979		152 810 422
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	552 328 224	16 176 084	(703 288)	569 207 596
Améliorations locatives	107	1 794 665	369 114		2 163 779
Véhicules	108	413 352 550	22 909 077	13 622 167	422 639 460
Ameublement et équipement de bureau	109	100 374 624	9 970 819	(8 011 770)	118 357 213
Machinerie, outillage et équipement divers	110	49 066 117	8 763 412	(471 641)	58 301 170
Terrains	111	82 889 833	5 866 080		88 755 913
Autres	112	27 495 607	1 431 480	3 083 255	25 843 832
	113	3 128 843 272	184 871 626	7 527 085	3 306 187 813
Immobilisations en cours	114	152 274 797	(7 466 376)	1 001 794	143 806 627
	115	3 281 118 069	177 405 250	8 528 879	3 449 994 440
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	98 987 488	10 477 432		109 464 920
Eaux usées	117	350 387 411	17 857 031	644	368 243 798
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	298 784 806	25 671 446		324 456 252
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	72 725 445	9 507 864		82 233 309
▪ Autres infras	119.2	52 059 785	5 323 068		57 382 853
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	252 586 823	16 326 800	(93 719)	269 007 342
Améliorations locatives	122	804 661	103 671		908 332
Véhicules	123	198 363 020	24 475 674	8 280 484	214 558 210
Ameublement et équipement de bureau	124	66 454 673	11 042 397	(1 684 920)	79 181 990
Machinerie, outillage et équipement divers	125	21 755 893	3 938 437	(14)	25 694 344
Autres	126	7 609 279	1 721 846	1 838 280	7 492 845
	127	1 420 519 284	126 445 666	8 340 755	1 538 624 195
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	1 860 598 785			1 911 370 245
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

La Ville et les organismes qu'elle contrôle ont acquis des immobilisations dont un solde de 42 473 346 \$ au 31 décembre 2025 (41 732 380 \$ au 31 décembre 2024) est inclus dans les créditeurs et charges à payer.

Le RTL a comptabilisé un montant de 554 552\$ comme obligation lié à la mise hors service d'immobilisations au cours de l'exercice.

De plus, la Ville a reçu des immobilisations sous forme de dons, de la part des promoteurs dont la juste valeur marchande s'élève à 6 580 145 \$ au 31 décembre 2025 (3 165 153 \$ au 31 décembre 2024). Ces transactions sont sans effet sur la trésorerie.

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	62 526 902	62 637 892
Immeubles industriels municipaux	133	42 615 264	42 581 362
Autres	134	853 543	853 741
	135	105 995 709	106 072 995
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	105 995 709	106 072 995

Note

Le produit de cession des propriétés destinées à la revente constaté au cours de l'exercice s'établit à 3,8 M\$, le gain afférent à ces dispositions est de 3,6 M\$.

17. Actifs incorporels achetés

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪ S/O	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪ S/O	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	5 973 270	4 082 417
Autres			
▪	144.1		
	145	5 973 270	4 082 417

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

19. Obligations contractuelles

La Ville et les organismes qu'elle contrôle se sont engagés par des contrats d'entretien ménager, d'enlèvement de la neige, de déblaiement des stationnements, d'enlèvement des ordures, de service animalier et d'entretien d'éléments d'aménagement, des parcs et des espaces de verdure et autres contrats, échéant jusqu'en 2043, à verser une somme totale de 844,2 M\$ durant cette période. Les engagements de la Ville comprennent pour 5,2 M\$ d'opérations avec ses organismes contrôlés.

(en millions de dollars)

	Ville de Longueuil	Organismes contrôlés	Total
2026	258,5	140,2	398,7
2027	95,1	59,6	154,7
2028	74,9	28,7	103,6
2029	47,7	3,4	51,1
2030	27,9	1,8	29,7
2031 et plus	106,4	0,0	106,4
	610,5	233,7	844,2

De plus, la Ville et les organismes contrôlés se sont engagés par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 284,3 M\$. Ces engagements seront principalement dépensés durant l'année 2026 mais certains peuvent s'échelonner jusqu'en 2027.

La Ville s'est engagé par des contrats pour les projets d'infrastructures et d'immobilisations pour un montant de 255,2 M\$. Ces engagements seront dépensés au cours des années 2026 et 2027.

Le RTL s'est engagé à acquérir 20 autobus au cours de la prochaine année. La valeur total estimative de cet engagement est de 29,1 M\$.

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2035, prévoyant la perception de loyers totalisant 12,7 M\$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 1,8 M\$ en 2026, à 1,5 M\$ en 2027, à 1,4 M \$ en 2028, à 1,4 M \$ en 2029 et à 6,6 M\$ pour les années 2030 et suivantes.

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 17,4 M\$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 2,3 M\$ en 2026, 1,9 M\$ en 2027, 1,8 M\$ en 2028, 1,6 M\$ en 2029, 1,5 M\$ en 2030 et 8,3 M\$ pour les années 2031 et suivantes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville a conclu des ententes pour des services de prêts de personnel policier ainsi que d'autres ententes diverses échéant à différentes dates jusqu'en 2029 totalisant 7,8 M\$. Les revenus à percevoir au cours des quatre prochains exercices s'élèvent à 4,5 M\$ en 2026, à 2,0 M\$ en 2027, à 0,9 M\$ en 2028 et à 0,4 M\$ en 2029.

Le RTL a conclu, en 2019, un contrat de vente et de gestion d'espaces publicitaires échéant en 2028, prévoyant la perception de revenus, pour les années restantes au contrat, d'un montant minimal de 5,3 M\$. Les revenus de publicités minimum à percevoir au cours des trois prochains exercices s'élèvent à 1,7 M\$ en 2026, à 1,8 M\$ en 2027 et à 1,8 M\$ en 2028.

De plus, l'acquisition d'autobus du RTL pourra faire l'objet de subventions de 95%, pour un total estimé de 27,7 M\$, sous réserve de l'admissibilité des projets.

Le DEL a conclu des ententes échéant à diverses dates jusqu'en 2028 pour des paiements de transfert des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que des partenaires privés et organismes totalisant 2,4 M\$ pour plusieurs projets. Les encaissements des paiements de transfert prévus pour les prochains exercices s'élèvent à 1,7 M\$ en 2026, à 0,6 M\$ en 2027 et à 0,1 M\$ en 2028.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

La Ville et les organismes assument une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, un surplus affecté de 1,4 M\$ pour le RTL et une réserve financière de 3,8 M\$ pour la Ville ont été créés. Ceux-ci s'élèvent à 5,2 M\$ au 31 décembre 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

Les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à environ 210,1 M\$. Il est pour le moment impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations. La Ville en conteste le bien-fondé. Une provision jugée raisonnable a été comptabilisée aux livres. Le cas échéant, tout paiement pouvant résulter de ces réclamations pourra faire l'objet de financement à long terme, de financement par une réserve financière ou de financement par l'excédent non affecté.

D) Autres

Environnement

La Ville a décidé de faire une utilisation restreinte de certains terrains présentant un niveau de contamination acceptable pour leur usage actuel. Toutefois, si la Ville décidait de changer l'usage de ces terrains, elle devrait d'abord procéder à leur décontamination. Les frais de décontamination seraient alors comptabilisés dans les charges dans l'exercice financier où le changement d'usage aurait eu lieu ou comptabilisés au coût du terrain vendu.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques. Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en décembre 2024 par le conseil d'agglomération et en décembre 2024 par le conseil municipal, est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et les instruments financiers dérivés.

La Ville de Longueuil, le CAL, le DEL et le SRPL ne possèdent pas de fonds communs cotés sur le marché et d'instruments financiers dérivés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les instruments financiers du Réseau de transport de Longueuil qui sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les instruments financiers dérivés, qui consistent en des contrats de swap de marchandises convenus avec d'importantes institutions financières pour se protéger en partie des fluctuations du prix du carburant. La politique du Réseau consiste à ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Pour établir la juste valeur des instruments financiers dérivés, le Réseau a appliqué des techniques d'évaluation basées sur la juste valeur fournie par les banques, d'après les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville de Longueuil et ses organismes sont exposés à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville de Longueuil et ses organismes sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation et de carburant, des taxes et tenants lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville de Longueuil et ses organismes au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation et de carburant, les mutations et les amendes et pénalités est réduit, puisque la Ville de Longueuil et ses organismes évaluent régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville de Longueuil et ses organismes contrôlés ne détiennent aucun actif en garantie des débiteurs.

En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville de Longueuil et ses organismes croient que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime.

Les débiteurs de la Ville de Longueuil et ses organismes totalisent 265 M\$ au 31 décembre 2025 (272 M\$ au 31 décembre 2024) de ce montant, 15,2M\$ est comptabilisé comme provision pour créances douteuses (14,8 M\$ au 31 décembre 2024).

Les sommes à recevoir du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec représentent 61% des débiteurs au 31 décembre 2025 (74% au 31 décembre 2024). Le risque de crédit associé à ces montants à recevoir est faible puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La Ville de Longueuil et ses organismes établissent la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Ils enregistrent une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. La Ville de Longueuil et ses organismes sont d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

La Ville de Longueuil détient des prêts via les FLI et FLS par contre ne détient pas de placement de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif ni de dérivés. Le RTL détient des instruments financiers dérivés. Le CAL, le DEL et le SRPL ne détiennent pas de prêts, de placement de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif ni de dérivés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit. La Ville de Longueuil estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées. À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte. Des sûretés et des cautions atténuent le risque de crédit des prêts et sont intégrés dans l'évaluation de la provision pour moins-value. Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

Placement de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. L'organisme municipal réduit ce risque en traitant avec des institutions financières reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville de Longueuil et ses organismes éprouvent des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville de Longueuil et ses organismes gèrent ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville de Longueuil et ses organismes établissent des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

					2025
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	73 124 093	—	—	—	73 124 093
Créditeurs et charges à payer	221 241 141	—	—	—	221 241 141
Dettes à long terme	87 574 978	197 291 032	143 801 596	403 484 202	832 151 808
Autres passifs	38 009	8 257 296	2 587 640	8 955 225	19 838 170
Solde à la fin	381 978 221	205 548 328	146 389 236	412 439 427	1 146 355 212

					2024
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts temporaires	41 796 661	—	—	—	41 796 661
Créditeurs et charges à payer	210 750 238	18 945	—	—	210 769 183
Dettes à long terme	88 176 255	176 285 176	156 059 479	379 591 206	800 112 116
Autres passifs	1 309 204	6 304 537	2 497 363	8 083 764	18 194 868
Solde à la fin	342 032 358	182 608 658	158 556 842	387 674 970	1 070 872 828

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un actif et passif financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. Considérant la nature de ses activités, la Ville de Longueuil et ses organismes sont exposés au risque de taux d'intérêt et au risque de prix.

Au 31 décembre 2025, le Réseau de transport de Longueuil possède des contrats d'achat à terme échéant de 2026 à 2028 pour une quantité totale de référence de 15 840 000 litres dont la valeur au marché est négative pour - 752 914 \$ (au 31 décembre 2024, le Réseau possédait des contrats d'achat à terme échéant de 2025 à 2026 pour une quantité totale de référence de 10 380 000 litres dont la valeur au marché négatif était de - 322 981 \$).

Les gains et pertes réalisés qui y sont reliés sont constatés à l'état des résultats en contrepartie de la charge sur le carburant. Un gain de 233 867 \$ a été constaté au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2025 (gain réalisé de 51 450 \$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2024). La variation de la juste valeur non réalisée de ces instruments est constatée à l'état des gains et des pertes de réévaluation. Une perte non réalisée de 429 933 \$ a été comptabilisé durant l'exercice 2025 à l'état des gains et des pertes de réévaluation (un gain non réalisé de 218 804 \$ a été comptabilisée durant l'exercice 2024).

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville de Longueuil et ses organismes est attribuable à ses passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des passifs financiers, mais comme la Ville de Longueuil et ses organismes prévoient rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Le Réseau de transport de Longueuil est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois. Le CAL et SRPL sont exposés au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs financiers portant intérêt à taux fixe. Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixe et exposent donc le CAL et SRPL au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêts.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable
	\$	\$
Actif financiers		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 606 125	244 204 504
Prêt	2 833 811	—
Placement de portefeuille	13 971 692	—
Passif financiers		
Emprunts temporaires	—	73 124 093
Dettes à long terme	832 151 808	—
Solde à la fin	851 563 436	317 328 597

	2024	
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable
	\$	\$
Actif financiers		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	5 130 831	223 295 813
Prêt	3 087 890	—
Placement de portefeuille	4 034 185	—
Passif financiers		
Emprunts temporaires	—	41 796 661
Dettes à long terme	800 112 116	—
Solde à la fin	812 365 022	265 092 474

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	428 296 211	445 358 761	448 490 461		
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 457 359	19 859 509	19 717 649		
Quotes-parts	3	223 820 914	239 253 663	239 624 611		
Transferts	4	49 443 253	37 693 368	52 466 621		
Services rendus	5	21 992 802	21 085 312	23 561 169		
Imposition de droits	6	37 740 685	36 516 716	58 625 659		
Amendes et pénalités	7	13 477 494	13 551 820	16 299 970		
Revenus de placements de portefeuille	8		550 000	43 452		
Autres revenus d'intérêts	9	17 956 262	10 662 400	14 143 933		
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10			4 278 700		
Autres	11	6 979 430	2 293 551	8 101 097		
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	819 164 410	826 825 100	885 353 322		
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	26 746 022	24 892 751	5 754 511		
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	158 790		1 320 057		
Autres	19	(1 135 613)	1 676 400	6 330 333		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	25 769 199	26 569 151	13 404 901		
	23	844 933 609	853 394 251	898 758 223		

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Réalizations 2025	Orga
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	contrôle
								partie
Revenus	24	844 933 609	853 394 251	898 758 223				2
Charges								
Administration générale	25	91 507 604	98 557 522	101 396 275			6 133 699	
Sécurité publique	26	200 131 764	216 578 702	211 990 623			9 002 806	
Transport	27	169 073 524	182 022 917	182 369 136			32 941 595	2
Hygiène du milieu	28	104 470 785	108 045 837	111 759 240			31 712 632	
Santé et bien-être	29	22 194 786	6 488 023	27 332 990				
Aménagement, urbanisme et développement	30	35 069 564	32 833 648	32 157 158			572 801	
Loisirs et culture	31	72 551 486	74 778 156	75 025 734			16 523 476	
Réseau d'électricité	32							
Frais de financement	33	27 254 784	29 692 053	29 543 579				
Effet net des opérations de restructuration	34							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	90 923 703	93 265 433	96 887 009 (			96 887 009)	
	36	813 178 000	842 262 291	868 461 744				2
Excédent (déficit) lié aux activités	37	31 755 609	11 131 960	30 296 479				(

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025		Réalisation
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organisme contrôlé partenariat
Excédent (déficit) lié aux activités	1	31 755 609	11 131 960	30 296 479	
Moins : revenus d'investissement	2	(25 769 199)	(26 569 151)	(13 404 901)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 986 410	(15 437 191)	16 891 578	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	90 923 703	93 265 433	96 887 009	
Produit de cession	5	1 532 963		512 146	
(Gain) perte sur cession	6	(920 005)		(332 920)	
Réduction de valeur / Reclassement	7	279 429		7 718	
	8	91 816 090	93 265 433	97 073 953	
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	3 703 341		228 006	
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	3 703 341		228 006	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	1 433 423		1 422 572	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(199 315)		23 007	
	15	1 234 108		1 445 579	
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	11 540 316		8 785 539	
Remboursement de la dette à long terme	17	(67 147 396)	(66 467 164)	(66 423 615)	
	18	(55 607 080)	(66 467 164)	(57 638 076)	
Affectations					
Activités d'investissement	19	(14 725 953)	(12 906 489)	(19 881 700)	
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 044 547	11 601 117	2 884 375	
Excédent de fonctionnement affecté	21	6 894 018	2 075 603	9 377 993	
Réserves financières et fonds réservés	22	(12 026 597)	(11 883 292)	(11 365 279)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(4 671 253)	(248 017)	(3 376 912)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(21 485 238)	(11 361 078)	(22 361 523)	
	26	19 661 221	15 437 191	18 747 939	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	25 647 631		35 639 517	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalisa
		Administration municipale	Administration municipale	Organ contr part
Revenus d'investissement	1	25 769 199	13 404 901	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	5 338 063)(	5 251 209)(
Sécurité publique	3 (	11 379 054)(	8 499 896)(
Transport	4 (	38 488 241)(	37 473 343)(
Hygiène du milieu	5 (	38 362 999)(	48 972 534)(
Santé et bien-être	6 (	)	51 324)(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	7 947 424)(	1 362 833)(
Loisirs et culture	8 (	32 162 342)(	30 042 625)(
Réseau d'électricité	9 ())	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())	
	11 (	133 678 123)(	131 653 764)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	49 623)(	150 720)(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	1 100 000)(	1 191 500)(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	54 818 962	84 660 881	
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	14 725 953	19 881 700	
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	156 056		
Excédent de fonctionnement affecté	17		4 438 000	
Réserves financières et fonds réservés	18	9 429 642	13 476 841	
	19	24 311 651	37 796 541	
	20	(55 697 133)	(10 538 562)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(29 927 934)	2 866 339	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2024	
			Administration municipale	Administration municipale	2024 Organismes contrôlés et partenariats
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	218 297 974		239 452 838	
Débiteurs (note 5)	2	178 607 347		169 973 386	
Prêts (note 6)	3	3 087 890		2 833 811	
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 974 678		13 912 185	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	403 967 889		426 172 220	
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	164 448 945		177 921 437	
Revenus reportés (note 11)	12	69 197 869		56 021 620	
Dettes à long terme (note 12)	13	701 504 929		728 644 447	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	81 026 800		80 682 900	
Autres passifs (note 14)	15	17 386 887		18 004 156	
	16	1 033 565 430		1 061 274 560	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(629 597 541)		(635 102 340)	
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 513 491 180		1 548 070 990	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	106 072 995		105 995 709	
Stocks de fournitures	20	5 261 893		5 264 150	
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 838 576		4 135 073	
	23	1 627 664 644		1 663 465 922	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	59 746 953		74 158 774	
Excédent de fonctionnement affecté	25	111 142 649		121 763 030	
Réserves financières et fonds réservés	26	34 569 715		34 908 041	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(204 131 063)		(204 950 988)	
Financement des investissements en cours	28	(41 205 756)		(46 882 356)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	1 037 944 605		1 049 367 081	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	998 067 103		1 028 363 582	
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	310 456 965	307 858 770	427 133 556	396 605 418
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	82 848 206	81 402 621	116 660 401	108 754 827
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	111 600	111 600	111 600	374 279
Autres biens et services	8	197 373 711	198 048 372	281 823 749	262 937 555
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	24 010 054	23 888 672	27 800 210	24 809 487
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 833 614	1 834 967	1 834 967	2 416 700
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	3 848 385	3 819 940	5 130 154	4 285 484
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	114 364 376	112 630 951	112 630 951	107 783 921
Transferts	15	4 776 496	2 927 457	(584 350)	364 350
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	6 265 363	29 541 493	28 380 356	24 275 863
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	93 265 433	96 887 009	126 445 666	117 394 885
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	593 000	8 912 468	8 912 469	10 007 611
Moins valeur immobilisations	21.2		7 719	7 719	279 429
Désactualisation	21.3	2 515 088	589 705	589 705	568 416
	22	842 262 291	868 461 744	1 136 877 153	1 060 858 225

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	224 292	315 119
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	226 032	209 490
Autres revenus	3	9 445	33 792
	4	459 769	558 401
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		5 373
Variation de la provision pour moins-value	6	31 528	(123 126)
Autres créances douteuses	7		
	8	31 528	(117 753)
Autres charges	9	7 085	4 920
	10	38 613	(112 833)
Excédent (déficit) de l'exercice	11	421 156	671 234
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 180 252	2 351 081
Placements de portefeuille	13	3 912 185	3 974 678
Débiteurs	14	10 835	11 318
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	3 158 908	3 474 739
Provision pour moins-value	16	(415 097)	(389 683)
	17	2 743 811	3 085 056
	18	9 847 083	9 422 133
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	8 137	4 343
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	8 659 745	8 659 745
	22	8 667 882	8 664 088
Solde du Fonds local d'investissement	23	1 179 201	758 045
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	7 092 437	6 325 759
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	7 092 437	6 325 759

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Prêts (6% à 12,2%), échéant entre 2026 et 2031	3 158 908	3 474 739
Provision pour perte	<u>(415 097)</u>	<u>(389 683)</u>
	2 743 811	3 085 056

Le cumul des prêts et débiteurs depuis la création, en 2000, est de 36,6 M\$ incluant 17,3 M\$ pour le volet PAUPME. Ceux octroyés en 2025 s'élèvent à 1 011 500 \$ incluant 0 \$ pour le volet PAUPME.

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont :

2026	1 109 131
2027	737 122
2028	656 577
2029	445 713
2030	197 465
2031	<u>12 900</u>
	3 158 908

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note sur la dette à long terme

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'un fonds local d'investissements, remboursable à partir de juin 2026.

Emprunt au gouvernement du Québec, sans intérêt, consenti pour l'établissement d'une aide d'urgence aux PME, remboursable en un versement le 31 mars 2030.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochaines exercices sont les suivants :

2026	1 439 342
2027	556 845
2028	145 159
2029	552 125
2030	4 968 975
2031	822 299
2032	<u>175 000</u>
	8 659 745

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S/O

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S/O

Note sur les autres revenus et les autres charges

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	1 321	521
Autres revenus	3	395	102 780
	4	1 716	103 301
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(1 288)	(3 135)
Autres créances douteuses	7		
	8	(1 288)	(3 135)
Intérêts sur la dette à long terme	9	750	750
Autres charges	10	79	75
	11	(459)	(2 310)
Excédent (déficit) de l'exercice	12	2 175	105 611
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	31 735	120 070
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	3 721	376
Prêts aux entreprises	16	90 000	5 241
Provision pour moins-value	17	()	(2 407)
	18	90 000	2 834
	19	125 456	123 280
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	378	377
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	15 000
	23	15 378	15 377
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24		
Excédent (déficit) non affecté	25	110 078	107 903
	26	110 078	107 903
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	31 735	120 070
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	31 735	120 070

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

	2025	2024
Prêts 10% à 11%, échéant entre 2026 et 2030	90 000	5 241
Provision pour perte	<u>0</u>	<u>(2 407)</u>
	90 000	2 834

Au cours de l'exercice , de nouveaux prêts ont été octroyés pour une valeur de 90 000\$.

Les montants à recevoir au cours des prochaines années sont :

2026	8 047
2027	21 051
2028	22 572
2029	24 204
2030	<u>14 126</u>
	90 000

Note sur la dette à long terme

Marge de crédit ouverte, d'un montant autorisé de 750 000\$, portant intérêt au taux de 4%. Le solde utilisé au 31 décembre est de 15 000 \$.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

S/O

Note sur les autres revenus et les autres charges

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	71 761 127	57 606 365
Excédent de fonctionnement affecté	2	128 176 627	116 788 440
Réserves financières et fonds réservés	3	42 528 795	42 297 507
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(205 399 588)	(204 131 063)
Financement des investissements en cours	5	(90 570 345)	(70 951 123)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	1 339 470 757	1 324 200 423
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	(752 914)	(322 981)
	8	1 285 214 459	1 265 487 568
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	74 158 774	59 746 953
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(2 397 647)	(2 140 588)
	11	71 761 127	57 606 365
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	12.1	1 477 518	1 479 309
▪ Fonds d'infrastructures/immobilisations	12.2	63 874 486	70 438 274
▪ Fonds réserve statutaire	12.3	9 921 189	9 921 189
▪ Fonds développement immobilier	12.4	11 265 381	2 354 895
▪ Fonds d'amortissement remboursement obligations municipales	12.5	7 374 455	6 974 455
▪ Budget participatif	12.6	300 000	300 000
▪ Fins communautaires	12.7	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	12.8	40 813	72 653
▪ Autres	12.9	27 301 688	19 394 374
	13	121 763 030	111 142 649
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Service de la dette	14.1	414 200	414 200
▪ Fonds d'assurance	14.2	1 454 985	1 384 060
▪ Autres	14.3	4 544 412	3 847 531
	15	6 413 597	5 645 791
	16	128 176 627	116 788 440

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Fonds d'assurance	18.1	3 763 434
▪ Fonds eau potable	18.2	23 057
▪ Fonds eaux usées	18.3	16 160
	19	3 802 651
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	20 042 049
Organismes contrôlés et partenariats	24	2 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	18 919
Organismes contrôlés et partenariats	26	260 307
Montant non réservé		
Administration municipale	27	1 167 805
Organismes contrôlés et partenariats	28	10
Fonds local d'investissement	29	7 095 135
Fonds local de solidarité	30	35 078
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	558 328
Autres		
▪ Fonds d'immobilisations (RTL)	32.1	5 360 447
▪ Fonds remembrement agricole / Fonds de parcs et terrains de jeux	32.2	2 188 076
	33	38 726 144
	34	42 528 795
		42 297 507

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ((1 790 000))	(1 790 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (32 863 000)	32 863 000
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ())
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ())
Autres	39 (18 671 700)	20 888 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (64 434 700)	63 513 600
	41 (114 179 400)	115 474 900
Assainissement des sites contaminés	42 (3 447 000)	3 243 677
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (9 430 665)	10 773 496
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ())
Autres	45.1 ())
▪	46 (127 057 065)	129 492 073
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ())
Utilisation du fonds de roulement	48 ())
Autres	49.1 ())
▪	50 ())
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 (6 516 724)	5 768 757
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 (8 674 745)	8 674 745
Autres	53 (22 765 713)	19 072 396
▪ Dépenses de fonctionnement à financer à long terme	54.1 (46 526 442)	47 024 967
▪ Dettes à long terme liées aux activités de fonctionnement	54.2 (84 483 624)	80 540 865
	55 ())
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 3 307 290	2 813 985
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58 2 833 811	3 087 890
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres	60.1	
▪	61 6 141 101	5 901 875
	62 (205 399 588)	204 131 063

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	62 873 786	57 991 098
Investissements à financer	64 (	153 444 131)(	128 942 221)
	65	(90 570 345)	(70 951 123)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	1 911 370 245	1 860 598 785
Propriétés destinées à la revente	67	105 995 709	106 072 995
Prêts	68	2 833 811	3 087 890
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	2 020 199 765	1 969 759 670
Ajustements aux éléments d'actif	72	(2 833 811)	(3 087 890)
	73	2 017 365 954	1 966 671 780
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	826 274 871)(	794 872 143)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	5 876 937)(	5 239 973)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	91 347 662	94 981 251
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	61 717 911	61 468 469
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	1 191 038	1 191 039
	79 (	677 895 197)(	642 471 357)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (	677 895 197)(	642 471 357)
	82	1 339 470 757	1 324 200 423

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	10
Régimes supplémentaires de retraite	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite de la Ville de Longueuil sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire final moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées.

Le Réseau de transport de Longueuil (RTL) offre à ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. Les prestations prévues au titre des régimes de retraite du RTL sont spécifiques à chaque régime de retraite.

Pour la Ville de Longueuil, les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes de retraite aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2024 pour tous les régimes.

Pour le RTL, les évaluations actuarielles les plus récentes ont été effectuées au 31 décembre 2024 pour quatre groupes d'employés et au 31 décembre 2023 pour le groupe des employés d'entretien.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	22 120 500	20 007 200
Charge de l'exercice	4 (	44 384 900)(	45 290 700)
Cotisations versées par l'employeur	5	46 584 100	47 404 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	24 319 700	22 120 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	2 117 261 400	1 993 036 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	2 140 860 500)(	2 019 678 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(23 599 100)	(26 642 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	47 918 800	48 762 600
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	24 319 700	22 120 500
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	24 319 700	22 120 500
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	8	8
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	997 005 000	1 125 539 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	1 020 604 100)(	1 152 181 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	23 599 100)(	26 642 100)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	79 258 900	76 783 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		1 995 200
	20	79 258 900	78 779 100
Cotisations salariales des employés	21 (	43 852 100)(	42 399 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	3 683 900)(	3 363 600)
	23	31 722 900	33 015 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	11 333 100	9 674 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		1 774 900
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29,1		
▪	29,1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	43 056 000	44 464 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	122 125 100	116 249 900
Rendement espéré des actifs	32 (	120 796 200)(	115 424 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	1 328 900	825 900
Charge de l'exercice	34	44 384 900	45 290 700

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	134 763 100	103 780 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(120 796 200)	(115 424 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	13 966 900	(11 643 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(19 166 200)	7 602 200
Prestations versées au cours de l'exercice	39	104 657 700	113 363 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	2 163 546 700	2 010 035 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	9 882 400	9 882 400
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	10 336 800	7 921 600
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	14 136 200	16 593 400
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	155 733 000	136 167 800
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	14	14
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	9	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	26	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,30 %	5,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,29 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,92 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à certains employés des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés. Ces régimes prévoient une prestations de retraite additionnelle pour la portion de rente non couverte par les régimes de base compte tenu des limites fiscales. De plus, des avantages complémentaires de retraite liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à la plupart des employés.

Pour les avantages sociaux futurs non capitalisés, la date de la dernière évaluation actuarielle est le 31 décembre 2022.

Le RTL offre à ses cadres de direction un régime supplémentaire de retraite qui leur permet de recevoir des prestations de retraite supplémentaires à celles qu'ils pourront recevoir aux termes du régime capitalisé. Aucune cotisation n'est requise de la part des participants au régime supplémentaire.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (103 679 500)	(102 487 100)
Charge de l'exercice	56 (3 285 300)	(3 371 300)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 2 234 600	2 178 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (104 730 200)	(103 679 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (84 692 100)	(74 379 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (84 692 100)	(74 379 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (20 038 100)	(29 300 400)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (104 730 200)	(103 679 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (104 730 200)	(103 679 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (84 692 100)	(74 379 100)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (84 692 100)	(74 379 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 3 055 100	2 324 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 3 055 100	2 324 100
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 3 055 100	2 324 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (2 931 800)	(2 191 400)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 123 300	132 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 3 162 000	3 238 600
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 3 162 000	3 238 600
Charge de l'exercice	86 3 285 300	3 371 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 (6 330 500)	(8 403 500)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 2 234 600	2 178 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,75 %	4,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 2,61 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,66 %	5,66 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪ Taux de croissance - soins dentaires	103.1 4	4
▪ Taux ultime croissance - soins dentaires	103.2 4	4

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 3

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Longueuil est promoteur de deux régimes à cotisations déterminées. Cependant, les cotisations ci-dessous tiennent compte des cotisations versées par la Ville aux régimes des villes reconstituées.

Le RTL est promoteur d'un régime de retraite à cotisations déterminées pour le groupe d'employés d'entretien. Aucune cotisation n'a été effectuée puisque le régime a pris fin au 1er janvier 2010.

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	1 047	1 140
Régime de retraite par financement salarial		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec		
Régime de retraite à prestations cibles		
Autres régimes	142 010	165 677
	<u>143 057</u>	<u>166 817</u>

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite		
Régime de retraite simplifié		
REER		
Autres régimes		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	35	40

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par le règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	96 716	98 811
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	325 002	332 995
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	192 134	194 008
	121	517 136	527 003

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	428 174 159	430 331 840	429 510 834
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	582 738	450 192	449 201
Activités de fonctionnement	8	84 692	220 501	220 501
Activités d'investissement	9			
Autres	10	1 033 161	1 373 057	1 373 057
	11	429 874 750	432 375 590	431 553 593
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 726 450	1 576 434	1 576 284
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Transport en commun	17.1	2 490 465	2 527 341	2 527 260
Centres d'urgence 9-1-1	18	2 500 000	2 837 287	2 837 287
Service de la dette	19	7 418 136	7 655 757	7 652 534
Pouvoir général de taxation	20	1 348 960	1 332 500	1 309 213
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	15 484 011	15 929 319	15 902 578
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25		185 552	185 252
	26		185 552	185 252
	27	15 484 011	16 114 871	16 087 830
	28	445 358 761	448 490 461	447 641 423
				427 433 209

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	45 666	45 466	43 518
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	1 816 297	1 750 214	1 770 616
Compensations pour les terres publiques	31	5 650	4 421	5 650
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 787 169	4 766 273	4 501 284
Cégeps et universités	33	2 179 504	2 169 991	2 390 424
Écoles primaires et secondaires	34	5 561 236	5 536 963	5 174 627
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	14 395 522	14 273 328	13 886 119
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	4 979 511	4 957 461	5 061 057
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	450	2 833	2 975
Taxes d'affaires	39			
	40	4 979 961	4 960 294	5 064 032
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41	484 026	484 027	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43	484 026	484 027	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	19 859 509	19 717 649	19 233 622
			19 233 622	18 950 151

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	516 079	516 079	517 919
Sécurité publique				
Police	49	4 284 599	3 865 479	4 581 050
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			75 000
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	927 185	887 658	1 154 478
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57		1 294 055	1 622 689
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		51 884	66 411
Réseau de distribution de l'eau potable	65	649 407	457 299	578 873
Traitement des eaux usées	66		50 374	73 131
Réseaux d'égout	67	93 152	279 245	361 557
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	4 560 000	3 856 993	3 625 105
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			(4 152 971)
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	8 315	266 619	601 312
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76	14 634 961	14 634 961	14 183 119
Autres	77	3 451 179	3 451 179	400 000
Sécurité du revenu	78			
Autres	79	446 085	1 647 233	1 277 074
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	141 030	141 030	558 426
Rénovation urbaine	81	1 425 391	1 425 391	1 239 432
Promotion et développement économique	82	100 000	2 618 466	2 695 526
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	112 842	79 010	233 471
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	898 362	944 685	999 134
Autres	86		193 336	139 961
Réseau d'électricité	87			
	88	12 079 947	32 963 455	30 830 697

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90	12 000	12 000	742 097
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	15 446 430		13 580 622
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			140 568
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98		5 871 718	25 759 851
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104		10 000	619 807
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	60 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	5 572 200		4 787 090
Traitement des eaux usées	107		7 000	7 000
Réseaux d'égout	108	3 314 121	11 655	11 655
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			541 302
Tri et conditionnement	111			
Autres	112		56 424	56 424
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115	500 000		2 293 684
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121	3 000	3 000	
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	4 953 996	4 953 996	
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	95 145	95 145	748 224
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	605 291	605 291	
Autres	127			445 459
Réseau d'électricité	128			
	129	24 892 751	5 754 511	11 626 229
				52 505 873

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	4 448 408	205 073	205 073
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	18 563 644	18 563 644	18 563 644
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138	2 601 369	690 879	2 696 055
Autres	139		43 570	43 570
	140	25 613 421	19 503 166	21 508 342
TOTAL DES TRANSFERTS	141	62 586 119	58 221 132	69 795 547
				23 388 017
				106 724 587

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	32 045	30 522	80 757
	145	32 045	30 522	80 757
Sécurité publique				
Police	146	1 584 575	1 828 434	1 792 144
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149	65 000		
Autres	150			
	151	1 649 575	1 828 434	1 792 144
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	17 000	45 281	232 610 948
Autres	156			213 095 446
	157	17 000	45 281	232 610 948
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	55 000	46 789	35 995
Réseau de distribution de l'eau potable	159	1 841 839	1 985 608	1 796 453
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	20 050		2 714
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163	3 725		2 120
Tri et conditionnement	164	6 000		
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168		959	959
Autres	169			
	170	1 926 614	2 033 356	2 033 356
				1 837 282

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			15 092
	174			15 092
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183			
Réseau d'électricité	184			
	185	3 625 234	3 937 593	236 503 260
				216 820 721

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025	2025	2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186	38 150	1 042 944	930 425
Évaluation	187	149 800	373 394	6 162
Autres	188	2 300 037	3 036 840	2 787 749
	189	2 487 987	4 453 178	3 724 336
Sécurité publique				
Police	190	2 611 550	2 538 077	2 302 829
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	955 000	1 215 655	1 036 300
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	3 566 550	3 753 732	3 339 129
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	2 415 661	1 676 441	1 521 008
Enlèvement de la neige	197	110 000	115 434	109 963
Autres	198	3 412 300	3 194 908	2 941 886
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	5 937 961	4 986 783	4 572 857
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	1 436 797	2 997 558	2 999 380
Traitement des eaux usées	207	11 500	11 500	11 000
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	21 000	19 735	13 409
Matières recyclables	210			9 516
Autres	211			
Cours d'eau	212	30 000		
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	66 198		(268)
	215	1 565 495	3 028 793	3 033 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			10 000
	220			10 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	95 347	87 444	73 098
Rénovation urbaine	222	72 000	58 808	58 808
Promotion et développement économique	223	155 000	261 979	1 117 313
Autres	224			
	225	322 347	408 231	1 249 219
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	3 179 776	2 675 958	13 923 561
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	283 900	175 042	175 042
Autres	228	116 062	141 859	141 859
	229	3 579 738	2 992 859	14 240 462
Réseau d'électricité	230			
	231	17 460 078	19 623 576	31 338 955
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	21 085 312	23 561 169	267 842 215
				245 666 257

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	4 716 716	6 525 234	3 805 404
Droits de mutation immobilière	234	31 800 000	52 100 425	33 935 281
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	36 516 716	58 625 659	37 740 685
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	13 551 820	16 299 970	13 477 494
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	550 000	43 452	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	10 662 400	14 143 933	14 197 282
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		332 920	962 199
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		3 798 975	4 148 337
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		1 320 057	158 790
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		86 615	7 646
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		4 278 700	4 278 700
Autres	249	594 350	588 188	406 883
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	3 375 601	9 624 732	3 785 770
	252	3 969 951	20 030 187	9 469 625
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Réalisation
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	7 481 690	7 185 897	76 853	7 262 750	
Greffe et application de la loi	2	14 978 397	24 997 324	100 261	25 097 585	
Gestion financière et administrative	3	51 192 224	46 034 852	3 366 189	49 401 041	
Évaluation	4	8 533 808	8 544 546	68 131	8 612 677	
Gestion du personnel	5	12 178 299	12 218 244	442	12 218 686	
Autres						
▪ Autres	6.1	32 684 062	30 906 370	2 521 823	33 428 193	
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	(28 490 958)	(28 490 958)		(28 490 958)	
	7	98 557 522	101 396 275	6 133 699	107 529 974	
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	154 615 259	150 253 881	5 144 319	155 398 200	
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	53 114 378	52 895 348	3 675 572	56 570 920	
Sécurité civile	11	591 276	606 681	182 915	789 596	
Autres	12	8 257 789	8 234 713		8 234 713	
	13	216 578 702	211 990 623	9 002 806	220 993 429	
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	27 854 519	26 433 255	28 987 226	55 420 481	
Enlèvement de la neige	15	34 866 063	37 316 667	375 572	37 692 239	
Éclairage des rues	16	1 674 032	2 233 053	1 546 510	3 779 563	
Circulation et stationnement	17	7 252 677	7 229 686	1 476 027	8 705 713	
Transport collectif						
Transport en commun	18	110 289 484	109 058 838	239 763	109 298 601	
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	86 142	97 637	316 497	414 134	
	22	182 022 917	182 369 136	32 941 595	215 310 731	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Réalisation 2025
	Budget 2025	Réalizations 2025			
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	15 660 689	15 694 197	4 764 806	20 459 003
Réseau de distribution de l'eau potable	24	16 940 226	18 051 577	6 974 746	25 026 323
Traitement des eaux usées	25	21 349 891	23 701 986	10 946 774	34 648 760
Réseaux d'égout	26	6 776 920	5 877 227	7 958 131	13 835 358
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	5 063 203	4 782 662		4 782 662
Élimination	28	10 053 748	10 731 689		10 731 689
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	4 903 011	4 866 309	22 502	4 888 811
Tri et conditionnement	30		93 964		93 964
Matières organiques					
Collecte et transport	31	6 495 245	6 454 375	150 061	6 604 436
Traitement	32	9 564 253	10 564 767		10 564 767
Matériaux secs	33	5 411 811	4 920 383	33 443	4 953 826
Autres	34	2 247 739	2 610 263		2 610 263
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau	37	30 000	103 686		103 686
Protection de l'environnement	38	3 169 977	3 066 043	374 289	3 440 332
Autres	39	379 124	240 112	487 880	727 992
	40	108 045 837	111 759 240	31 712 632	143 471 872
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	3 082 553	19 074 689		19 074 689
Autres	42		3 474 640		3 474 640
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	3 405 470	4 783 661		4 783 661
	45	6 488 023	27 332 990		27 332 990

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Réalisation 2025
		Budget 2025	Réalizations 2025			
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	26 332 737	25 362 220	259 433	25 621 653	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48	536 000	2 469 947	21 745	2 491 692	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	5 128 105	3 356 251		3 356 251	
Tourisme	50					
Autres	51	597 043	533 241	291 623	824 864	
Autres	52	239 763	435 499		435 499	
	53	32 833 648	32 157 158	572 801	32 729 959	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	3 111 625	3 723 968	1 431 110	5 155 078	
Patinoires intérieures et extérieures	55	9 848 805	9 755 385	1 496 900	11 252 285	
Piscines, plages et ports de plaisance	56	9 863 125	9 151 823	1 462 916	10 614 739	
Parcs et terrains de jeux	57	24 036 545	24 042 228	10 085 211	34 127 439	
Parcs régionaux	58	2 682 667	2 444 598	24 542	2 469 140	
Expositions et foires	59	1 276 319	1 247 555	45 117	1 292 672	
Autres	60	1 321 485	1 263 383	421 370	1 684 753	
	61	52 140 571	51 628 940	14 967 166	66 596 106	
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	3 122 623	2 972 676	788 399	3 761 075	
Bibliothèques	63	15 147 604	15 263 169	509 642	15 772 811	
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64			13 696	13 696	
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	4 367 358	5 160 949	244 573	5 405 522	
	67	22 637 585	23 396 794	1 556 310	24 953 104	
	68	74 778 156	75 025 734	16 523 476	91 549 210	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Réalisation 2025	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Total
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	24 533 287	24 406 814		24 406 814	
Autres frais	71	1 310 381	1 316 825		1 316 825	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	3 848 385	3 745 000		3 745 000	
Autres	73		74 940		74 940	
	74	29 692 053	29 543 579		29 543 579	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	93 265 433	96 887 009 (	96 887 009)	

Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	2 500 000	2 837 287	2 637 762
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	457 879 275	458 766 177	432 671 484
Transferts	4	7 380 328	9 727 670	19 239 212
Services rendus	5	5 755 258	6 453 748	6 234 438
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	7 140 420	9 260 381	7 643 057
Revenus de placements de portefeuille	8	18 315	1 447	
Autres revenus d'intérêts	9	366 400	344 498	756 104
Autres revenus				
Compensations pour la collecte sélective de matières recyclables	10		29 127	
Autres	11	1 202 343	1 430 324	1 119 280
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	482 242 339	488 850 659	470 301 337
Investissement				
Taxes	14			
Quotes-parts	15			
Transferts	16	60 000	19 000	761 617
Imposition de droits	17			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	18		20 088	
Autres	19		55 000	33 850
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20			
Effet net des opérations de restructuration	21			
	22	60 000	94 088	795 467
	23	482 302 339	488 944 747	471 096 804
Charges				
Administration générale	24	47 731 582	47 016 337	44 848 215
Sécurité publique	25	208 225 978	203 715 213	192 844 907
Transport	26	110 289 484	109 049 474	103 914 042
Hygiène du milieu	27	65 455 561	69 756 922	66 186 359
Santé et bien-être	28	1 632 898	6 060 209	13 502 074
Aménagement, urbanisme et développement	29	7 628 114	5 231 259	6 400 496
Loisirs et culture	30		78 582	32 034
Réseau d'électricité	31			
Frais de financement	32	11 352 614	11 488 401	10 597 273
Effet net des opérations de restructuration	33			
	34	452 316 231	452 396 397	438 325 400
Excédent (déficit) lié aux activités	35	29 986 108	36 548 350	32 771 404

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	29 986 108	36 548 350	32 771 404
Moins : revenus d'investissement	2 (	60 000)(	94 088)(	795 467)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	29 926 108	36 454 262	31 975 937
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		138 511	97 761
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		138 511	97 761
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		1 422 572	1 433 423
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		23 009	(199 315)
	15		1 445 581	1 234 108
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		2 864 895	5 483 473
Remboursement de la dette à long terme	17 (	23 232 249)(	23 233 258)(	24 242 559)
	18	(23 232 249)	(20 368 363)	(18 759 086)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(18 501)(	347 784)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(129 600)	2 252 479	844 061
Excédent de fonctionnement affecté	21	300 000	309 307	47 221
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 320 000)	(7 679 236)	(8 130 145)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(544 259)	(2 059 539)	(1 488 920)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(6 693 859)	(7 158 488)	(9 075 567)
	26	(29 926 108)	(25 942 759)	(26 502 784)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		10 511 503	5 473 153

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	94 088	795 467
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	1 233 424)(	1 841 828)
Sécurité publique	3 (	8 444 967)(	11 134 989)
Transport	4 (	60 065)(	71 512)
Hygiène du milieu	5 (	29 770 462)(	24 525 629)
Santé et bien-être	6 (	51 324)()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	16 219)(	353 401)
Loisirs et culture	8 ())
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	39 576 461)(	37 927 359)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	1 191 500)(	1 100 000)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	37 283 776	29 617 340
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	(18 501)	347 784
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 950 000	
Réserves financières et fonds réservés	18	7 757 427	6 169 890
	19	9 688 926	6 517 674
	20	6 204 741	(2 892 345)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	6 298 829	(2 096 878)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2025		2024
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	169 765 327	165 671 928	153 402 105
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	43 335 497	42 238 087	39 876 432
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	111 600	111 600	374 279
Autres biens et services	8	111 423 623	115 182 657	111 719 532
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	8 692 019	8 937 472	8 002 444
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			580
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 660 595	2 550 929	2 594 249
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	108 900 000	107 549 378	102 518 954
Transferts	15	4 776 496	2 772 329	4 681 335
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	1 951 074	5 991 538	14 008 900
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1		1 193 862	956 463
Moins value immobilisations	21.2			755
Désactualisation	21.3	700 000	196 617	189 372
	22	452 316 231	452 396 397	438 325 400

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 216 722	13 660 630
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 365 516	12 624 823
Réserves financières et fonds réservés	3	11 370 632	11 129 179
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(123 688 368)	(125 279 241)
Financement des investissements en cours	5	(26 202 476)	(31 884 594)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Contestations judiciaires	9.1	9 000	9 000
▪ Fonds d'amort remb. oblig. mun.	9.2	3 425 277	3 025 277
▪ Fonds réserve statutaire	9.3	2 060 180	2 060 180
▪ Fonds d'infras./immobilisations	9.4	4 332 654	6 991 961
▪ Contrôle de la dette	9.5	538 405	538 405
▪ Excédent de fin des projets non capitalisables en cours	9.6		
	10	10 365 516	12 624 823

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
Service de l'eau	11		
Autres			
▪ Fonds d'assurance	12.1	1 500 172	2 218 113
▪ Fonds eau potable	12.2	23 057	72 336
▪ Fonds eaux usées	12.3	16 160	50 535
	13	1 539 389	2 340 984
Fonds réservés			
Fonds de roulement	14	2 584 729	2 332 416
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	15		2 977
Montant non réservé	16	116 301	
Fonds local d'investissement	17	7 095 135	6 332 733
Fonds local de solidarité	18	35 078	120 069
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	19		
Autres			
▪	20.1		
	21	9 831 243	8 788 195
	22	11 370 632	11 129 179

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	23 ((1 174 000))	(1 174 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	24 (18 817 000)	(18 817 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	26 ()	()
Autres	27 (16 196 769)	(17 967 269)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	28 (41 168 831)	(40 506 931)
	29 (75 008 600)	(76 117 200)
Assainissement des sites contaminés	30 ()	(5 677)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31 (2 762 623)	(3 445 512)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32 ()	()
Autres	33.1 ()	()
	34 (77 771 223)	(79 568 389)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	35 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	36 ()	()
Autres	37.1 ()	()
	38 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	39 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	40 (2 406 631)	(2 048 030)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	41 (8 674 745)	(8 659 745)
Autres		
▪ Dép. fonct. à financer à LT	42.1 (10 858 857)	(11 182 019)
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	42.2 (28 151 206)	(27 972 057)
	43 (50 091 439)	(49 861 851)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	44 1 340 483	1 078 109
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	45	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	46 2 833 811	3 072 890
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	47	
Autres	48.1	
	49 4 174 294	4 150 999

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
50 (	123 688 368)(	125 279 241)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 8 766 289	6 262 081
Investissements à financer	52 (34 968 765)(	38 146 675)
53	(26 202 476)	(31 884 594)

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1			
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11			
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	2 500 000	2 837 287	2 637 762
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	2 500 000	2 837 287	2 637 762
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	2 500 000	2 837 287	2 637 762
	28	2 500 000	2 837 287	2 637 762

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29		
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35		
	36		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
	43		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44		
Autres	45		
	46		
	47		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49	4 284 599	3 865 479	4 581 050
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			75 000
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54			
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68		10 000	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			(4 152 971)
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74		239 039	70 554
Autres	75			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76	3 042 701	10 834 444
Autres	77		400 000
Sécurité du revenu			
Autres	79	372 085	1 100 989
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	80	28 289	175 944
Rénovation urbaine	81		574
Promotion et développement économique	82	100 000	200 000
Autres	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	84		
Activités culturelles			
Bibliothèques	85		
Autres	86		
Réseau d'électricité	87		
	88	4 756 684	8 937 825
			13 285 584

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90		12 000	742 097
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			19 520
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	60 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107		7 000	
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu			
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
	121		
Rénovation urbaine			
	122		
Promotion et développement économique			
	123		
Autres			
	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité			
	128		
	129	60 000	19 000
			761 617

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	22 275	55 396	3 001 562
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138	2 601 369	690 879	2 952 066
Autres	139		43 570	
	140	2 623 644	789 845	5 953 628
TOTAL DES TRANSFERTS	141	7 440 328	9 746 670	20 000 829

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2025	Réalizations	
			2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146	1 584 575	1 828 434	1 792 144
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149	65 000	92 485	81 652
Autres	150			
	151	1 649 575	1 920 919	1 873 796
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	17 000	45 281	45 281
Autres	156			
	157	17 000	45 281	45 281
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	55 000	46 789	35 995
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	12 500		12 713
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164	6 000		5 077
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	73 500	46 789	53 785

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		15 092
	174		15 092
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180		
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183		
Réseau d'électricité			
	184		
	185	1 740 075	2 012 989
			1 987 954

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186	4 000	188 520	703 275
Évaluation	187	149 800	373 394	6 162
Autres	188	253 333	113 613	175 995
	189	407 133	675 527	885 432
Sécurité publique				
Police	190	2 611 550	2 538 077	2 303 752
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	955 000	1 215 655	1 036 300
Sécurité civile				
Autres	194			
	195	3 566 550	3 753 732	3 340 052
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207	11 500	11 500	11 000
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212	30 000		
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	41 500	11 500	11 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	216		
Autres	217		
Sécurité du revenu	218		
Autres	219		10 000
	220		10 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	221		
Rénovation urbaine	222		
Promotion et développement économique	223		
Autres	224		
	225		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	226		
Activités culturelles			
Bibliothèques	227		
Autres	228		
	229		
Réseau d'électricité			
	230		
	231	4 015 183	4 440 759
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	5 755 258	6 453 748
			4 246 484
			6 234 438

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233			
Droits de mutation immobilière	234			
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	7 140 420	9 260 381	7 643 057
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	18 315	1 447	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	366 400	344 498	756 104
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		20 088	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		29 127	
Autres	249	104 450	55 000	33 850
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	1 097 893	1 430 324	1 119 280
	252	1 202 343	1 534 539	1 153 130
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2025	Réalizations	
			2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	396 556	369 217	402 747
Greffe et application de la loi	2	6 186 094	7 377 882	6 244 022
Gestion financière et administrative	3	1 260 525	37 802	619
Évaluation	4	8 652 749	8 663 486	8 298 040
Gestion du personnel	5			
Autres				
▪ Autres	6.1	2 744 700	2 076 992	2 375 291
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	28 490 958	28 490 958	27 527 496
	7	47 731 582	47 016 337	44 848 215
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	154 615 259	150 239 576	141 842 951
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	53 114 378	52 895 348	50 690 084
Sécurité civile	11	496 341	580 289	311 872
Autres	12			
	13	208 225 978	203 715 213	192 844 907
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14		1 363	1 308
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16			
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	110 289 484	109 048 111	103 912 734
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	110 289 484	109 049 474	103 914 042

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	15 581 329	15 742 138	14 752 641
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 610 462	2 838 474	2 501 840
Traitement des eaux usées	25	21 264 891	23 700 664	20 802 213
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	10 415 626	11 093 567	9 567 509
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30		93 964	2 969 495
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	9 564 253	10 564 767	9 428 762
Matériaux secs	33	5 411 811	4 605 683	5 109 679
Autres	34	470 400	879 288	889 677
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	30 000	103 687	128 153
Protection de l'environnement	38	106 789	134 690	36 390
Autres	39			
	40	65 455 561	69 756 922	66 186 359
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41		3 011 738	10 865 401
Autres	42		23 461	400 000
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	1 632 898	3 025 010	2 236 673
	45	1 632 898	6 060 209	13 502 074
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 111 502	2 713 691	2 093 395
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	4 516 612	2 517 568	4 307 101
Tourisme	50			
Autres	51			
Autres	52			
	53	7 628 114	5 231 259	6 400 496

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54			
Patinoires intérieures et extérieures	55			
Piscines, plages et ports de plaisance	56			
Parcs et terrains de jeux	57		(21 418)	(17 966)
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59			
Autres	60			
	61		(21 418)	(17 966)
Activités culturelles				
Centres communautaires	62			
Bibliothèques	63			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66		100 000	50 000
	67		100 000	50 000
	68		78 582	32 034
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	8 241 487	8 479 348	7 576 075
Autres frais	71	450 532	458 124	426 949
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72	2 660 595	2 476 500	2 512 500
Autres	73		74 429	81 749
	74	11 352 614	11 488 401	10 597 273
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	75			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	442 858 761	445 653 174	425 658 449
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 859 509	19 717 649	19 457 359
Quotes-parts	3			
Transferts	4	30 313 040	42 738 951	30 204 041
Services rendus	5	17 861 212	19 773 933	18 159 526
Imposition de droits	6	36 516 716	58 625 659	37 740 685
Amendes et pénalités	7	6 411 400	7 039 589	5 834 437
Revenus de placements de portefeuille	8	531 685	42 005	
Autres revenus d'intérêts	9	10 296 000	13 799 435	17 200 157
Autres revenus				
Compensations pour la collecte sélective de matières recyclables	10		4 249 573	
Autres	11	1 091 208	6 337 855	4 940 144
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	565 739 531	617 977 823	559 194 798
Investissement				
Taxes	14			
Quotes-parts	15			
Transferts	16	24 832 751	5 735 511	25 984 404
Imposition de droits	17			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	18		1 299 969	158 790
Autres	19	1 676 400	6 275 332	(1 169 463)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20			
Effet net des opérations de restructuration	21			
	22	26 509 151	13 310 812	24 973 731
	23	592 248 682	631 288 635	584 168 529
Charges				
Administration générale	24	75 309 799	78 958 512	70 351 337
Sécurité publique	25	106 772 384	106 787 555	98 383 674
Transport	26	126 604 749	128 135 063	119 742 578
Hygiène du milieu	27	82 317 191	82 249 260	77 142 735
Santé et bien-être	28	5 246 209	21 663 865	8 699 862
Aménagement, urbanisme et développement	29	28 176 653	29 897 019	31 357 495
Loisirs et culture	30	75 070 973	75 239 970	72 845 436
Réseau d'électricité	31			
Frais de financement	32	18 339 439	18 055 178	16 657 511
Effet net des opérations de restructuration	33			
	34	517 837 397	540 986 422	495 180 628
Excédent (déficit) lié aux activités	35	74 411 285	90 302 213	88 987 901

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	74 411 285	90 302 213	88 987 901
Moins : revenus d'investissement	2 (	26 509 151)(	13 310 812)(	24 973 731)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	47 902 134	76 991 401	64 014 170
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		373 636	1 435 202
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7		7 719	279 429
	8		381 355	1 714 631
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		228 006	3 703 341
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		228 006	3 703 341
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		5 920 644	6 056 843
Remboursement de la dette à long terme	17 (	43 234 915)(	43 190 357)(	42 904 837)
	18	(43 234 915)	(37 269 713)	(36 847 994)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	12 906 489)(	19 900 202)(	14 378 169)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	11 730 717	631 893	2 200 488
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 775 603	9 068 686	6 846 797
Réserves financières et fonds réservés	22	(5 563 292)	(3 686 043)	(3 896 452)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	296 242	(1 317 373)	(3 182 333)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(4 667 219)	(15 203 039)	(12 409 669)
	26	(47 902 134)	(51 863 391)	(43 839 691)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		25 128 010	20 174 479

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2025	2024
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	13 310 812	24 973 731
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	4 017 785)(	3 496 235)
Sécurité publique	3 (	54 929)(	244 065)
Transport	4 (	37 413 278)(	38 416 729)
Hygiène du milieu	5 (	19 202 072)(	13 837 370)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 346 614)(	7 594 023)
Loisirs et culture	8 (	30 042 625)(	32 162 342)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	92 077 303)(	95 750 764)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	150 720)(	49 623)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	47 377 105	25 201 622
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	19 900 202	14 378 169
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		156 056
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 488 000	
Réserves financières et fonds réservés	18	5 719 414	3 259 753
	19	28 107 616	17 793 978
	20	(16 743 302)	(52 804 787)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 432 490)	(27 831 056)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2025		2024
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	140 691 638	142 186 842	130 606 191
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	39 512 709	39 164 534	37 566 326
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	88 481 246	85 532 230	74 949 990
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	15 318 035	14 951 200	13 053 583
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 833 614	1 834 967	2 416 120
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	1 187 790	1 269 011	1 187 808
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	224 089 988	224 223 139	214 115 538
Transferts	15		155 128	160 057
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	4 314 289	23 549 955	11 416 148
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	593 000	7 718 610	9 051 149
Moins value immobilisations	21.2		7 719	278 674
Désactualisation	21.3	1 815 088	393 087	379 044
	22	517 837 397	540 986 422	495 180 628

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	53 145 179	47 289 451
Excédent de fonctionnement affecté	2	110 194 386	97 314 697
Réserves financières et fonds réservés	3	23 537 409	23 440 537
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(81 262 622)	(78 851 821)
Financement des investissements en cours	5	(20 679 880)	(9 321 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté

▪ Budget participatif	9.1	300 000	300 000
▪ Contrôle de la dette	9.2	939 113	940 904
▪ Fonds d'amort. remb. oblig. mun.	9.3	3 949 178	3 949 178
▪ Fins communautaires	9.4	207 500	207 500
▪ Fonds transition écologique	9.5	1 300 000	1 300 000
▪ Fonds d'infras/grands projets	9.6	58 338 704	62 243 185
▪ Fonds réserve statutaire	9.7	7 861 009	7 861 009
▪ Fonds développement immobilier	9.8	11 265 381	2 354 895
▪ Autres	9.9	26 033 501	18 158 026
	10	110 194 386	97 314 697

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
Service de l'eau	11		
Autres			
▪ Fonds d'assurance	12.1	2 263 261	2 099 793
	13	2 263 261	2 099 793
Fonds réservés			
Fonds de roulement	14	17 457 321	16 674 223
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	15	18 919	1 325 482
Montant non réservé	16	1 051 504	10
Fonds local d'investissement	17		
Fonds local de solidarité	18		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	19	558 328	1 265 325
Autres			
▪ Fonds parcs et terrains de jeux	20.1	808 323	781 501
▪ Fonds remembrement agricole	20.2	1 379 753	1 294 203
	21	21 274 148	21 340 744
	22	23 537 409	23 440 537

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	23 ((616 000))	(616 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	24 (14 046 000))	14 046 000))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ())
Mesure d'allègement pour la COVID-19	26 ())
Autres	27 (2 582 431)	2 921 031)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	28 (23 265 869)	23 006 669)
	29 (39 278 300)	39 357 700)
Assainissement des sites contaminés	30 (3 447 000)	3 238 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	31 (6 111 942)	7 327 984)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	32 ())
Autres	33.1 ())
	34 (48 837 242)	49 923 684)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	35 ())
Utilisation du fonds de roulement	36 ())
Autres	37.1 ())
	38 ())
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	40 (4 110 093)	3 720 727)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	41 ())
Autres	42.1 (11 906 856)	7 890 377)
▪ Dép. fonct. à financer à LT	42.2 (18 375 238)	19 052 909)
▪ Dette LT liée aux act. fonct.	43 (34 392 187)	30 664 013)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	44 1 966 807	1 735 876
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	45	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	46	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	47	
Autres	48.1	
	49 1 966 807	1 735 876

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
50	(81 262 622)	(78 851 821)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 38 347 614	33 579 570
Investissements à financer	52 (59 027 494)	42 900 732
53	(20 679 880)	(9 321 162)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	428 174 159	430 331 840	408 571 232
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	582 738	450 192	1 212 724
Activités de fonctionnement	8	84 692	220 501	218 745
Activités d'investissement	9			
Autres	10	1 033 161	1 373 057	2 437 678
	11	429 874 750	432 375 590	412 440 379
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 726 450	1 576 434	1 576 014
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Transport en commun	17.1	2 490 465	2 527 341	2 505 054
Centres d'urgence 9-1-1	18			
Service de la dette	19	7 418 136	7 655 757	7 659 734
Pouvoir général de taxation	20	1 348 960	1 332 500	1 317 211
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	12 984 011	13 092 032	13 058 013
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25		185 552	160 057
	26		185 552	160 057
	27	12 984 011	13 277 584	13 218 070
	28	442 858 761	445 653 174	425 658 449

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	45 666	45 466	43 518
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	1 816 297	1 750 214	1 770 616
Compensations pour les terres publiques	31	5 650	4 421	5 650
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	4 787 169	4 766 273	4 501 284
Cégeps et universités	33	2 179 504	2 169 991	2 390 424
Écoles primaires et secondaires	34	5 561 236	5 536 963	5 174 627
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	14 395 522	14 273 328	13 886 119
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	4 979 511	4 957 461	5 061 057
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	450	2 833	2 975
Taxes d'affaires	39			
	40	4 979 961	4 960 294	5 064 032
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41	484 026	484 027	507 208
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43	484 026	484 027	507 208
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	19 859 509	19 717 649	19 457 359

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48		516 079	517 919
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	927 185	887 658	1 154 478
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		51 884	66 411
Réseau de distribution de l'eau potable	65	649 407	457 299	578 873
Traitement des eaux usées	66		50 374	73 131
Réseaux d'égout	67	93 152	279 245	361 557
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	4 560 000	3 846 993	3 625 106
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	8 315	27 580	530 758
Autres	75			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76	11 592 260	3 348 675
Autres	77	3 451 179	
Sécurité du revenu			
Autres	79	74 000	176 085
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	80	112 741	382 482
Rénovation urbaine	81	1 425 391	1 238 858
Promotion et développement économique	82		
Autres	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	84	112 842	233 471
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	898 362	999 134
Autres	86	193 336	139 961
Réseau d'électricité	87		
	88	7 323 263	13 426 899
		24 025 630	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	15 446 430		13 580 622
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			140 568
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104		10 000	600 287
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			
Réseau de distribution de l'eau potable	106	5 572 200		4 787 090
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	3 314 121	11 655	2 847 169
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			541 302
Tri et conditionnement	111			
Autres	112		56 424	
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115	500 000		2 293 684
Autres	116			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu			
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121	3 000	
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123	4 953 996	
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	95 145	748 223
Activités culturelles			
Bibliothèques	126	605 291	
Autres	127		445 459
Réseau d'électricité	128		
	129	24 832 751	5 735 511
		25 984 404	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2025	Réalisations	
			2025	2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	4 426 133	149 677	3 814 916
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	18 563 644	18 563 644	12 962 226
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	22 989 777	18 713 321	16 777 142
TOTAL DES TRANSFERTS	141	55 145 791	48 474 462	56 188 445

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	2 195 685	2 194 162	2 085 682
	145	2 195 685	2 194 162	2 085 682
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			42 771
Autres	156			
	157			42 771
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	1 847 479	2 034 118	1 802 093
Réseaux d'égout	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	369 428	361 878	324 420
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163	3 725		3 124
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168		959	
Autres	169			
	170	2 220 632	2 396 955	2 129 637

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2025	Réalizations	
		2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	171		
Autres	172		
Autres	173		
	174		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	175		
Rénovation urbaine	176		
Promotion et développement économique	177		
Autres	178		
	179		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	180		
Activités culturelles			
Bibliothèques	181		
Autres	182		
	183		
Réseau d'électricité	184		
	185	4 416 317	4 591 117
		4 258 090	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186	34 150	854 425	227 150
Évaluation	187			
Autres	188	2 046 704	2 923 227	2 663 948
	189	2 080 854	3 777 652	2 891 098
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	2 415 661	1 676 440	2 181 702
Enlèvement de la neige	197	110 000	115 434	109 963
Autres	198	3 412 300	3 194 907	3 298 464
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	5 937 961	4 986 781	5 590 129
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206	1 436 797	2 997 558	2 364 387
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	21 000	19 735	13 409
Matières recyclables	210			9 516
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	66 198		(268)
	215	1 523 995	3 017 293	2 387 044

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2025	Réalisations	
			2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	95 347	87 444	85 859
Rénovation urbaine	222	72 000	58 808	69 304
Promotion et développement économique	223	155 000	261 979	269 701
Autres	224			
	225	322 347	408 231	424 864
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	3 179 776	2 675 958	2 327 612
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	283 900	175 042	210 398
Autres	228	116 062	141 859	70 291
	229	3 579 738	2 992 859	2 608 301
Réseau d'électricité				
	230			
	231	13 444 895	15 182 816	13 901 436
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	17 861 212	19 773 933	18 159 526

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2025	Réalizations	
			2025	2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	4 716 716	6 525 234	3 805 403
Droits de mutation immobilière	234	31 800 000	52 100 425	33 935 281
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	36 516 716	58 625 659	37 740 684
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	6 411 400	7 039 589	5 834 437
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	531 685	42 005	
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	10 296 000	13 799 435	17 200 157
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		3 798 975	4 148 337
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		1 299 969	158 790
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247		86 615	
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248		4 249 573	
Autres	249	489 900	533 188	373 033
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	2 277 708	8 194 409	(750 689)
	252	2 767 608	18 162 729	3 929 471
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	7 085 135	6 816 681	6 528 539
Greffe et application de la loi	2	11 769 188	20 596 327	16 099 561
Gestion financière et administrative	3	49 931 699	45 997 050	43 266 752
Évaluation	4	4 181 897	4 181 897	3 943 371
Gestion du personnel	5	12 178 299	12 218 243	11 053 451
Autres				
▪ Autres	6.1	18 654 539	17 639 272	16 987 159
▪ Dépenses administratives mixtes	6.2	(28 490 958)	(28 490 958)	(27 527 496)
	7	75 309 799	78 958 512	70 351 337
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	70 403 277	70 417 582	64 413 253
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	28 016 383	28 016 383	26 897 220
Sécurité civile	11	94 935	118 877	107 895
Autres	12	8 257 789	8 234 713	6 965 306
	13	106 772 384	106 787 555	98 383 674
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	30 293 265	28 870 638	28 186 071
Enlèvement de la neige	15	34 866 063	37 316 667	30 647 894
Éclairage des rues	16	1 674 031	2 233 053	2 048 377
Circulation et stationnement	17	7 252 677	7 229 686	7 040 609
Transport collectif				
Transport en commun	18	52 432 571	52 387 382	51 730 015
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	86 142	97 637	89 612
	22	126 604 749	128 135 063	119 742 578

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	11 717 503	12 110 227	11 181 031
Réseau de distribution de l'eau potable	24	15 408 043	16 291 382	16 294 755
Traitement des eaux usées	25	12 967 463	12 883 784	12 634 232
Réseaux d'égout	26	7 298 715	6 399 022	5 585 416
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	5 063 203	4 782 662	4 807 022
Élimination	28	5 555 520	5 555 520	5 646 681
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	4 903 011	4 866 310	4 828 256
Tri et conditionnement	30	(5 920)	(5 920)	32 258
Matières organiques				
Collecte et transport	31	6 495 245	6 454 375	6 234 084
Traitement	32	4 502 694	4 502 694	4 222 168
Matériaux secs	33	2 697 475	3 012 175	2 831 409
Autres	34	2 000 107	1 953 743	1 847 853
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	43 075	43 075	41 060
Protection de l'environnement	38	3 291 933	3 160 099	737 490
Autres	39	379 124	240 112	219 020
	40	82 317 191	82 249 260	77 142 735
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	3 473 637	16 454 035	6 476 744
Autres	42		3 451 179	
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	1 772 572	1 758 651	2 223 118
	45	5 246 209	21 663 865	8 699 862
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	24 661 607	24 088 902	22 751 053
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48	561 067	2 495 014	1 960 116
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	1 684 249	1 911 440	1 832 709
Tourisme	50			
Autres	51	597 043	533 240	522 650
Autres	52	672 687	868 423	4 290 967
	53	28 176 653	29 897 019	31 357 495

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2025	Réalizations	
			2025	2024
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	3 111 625	3 723 968	3 530 200
Patinoires intérieures et extérieures	55	9 848 805	9 755 385	8 973 584
Piscines, plages et ports de plaisance	56	10 155 942	9 444 640	9 543 351
Parcs et terrains de jeux	57	24 036 545	24 063 646	23 702 899
Parcs régionaux	58	2 682 667	2 444 598	2 608 291
Expositions et foires	59	1 276 319	1 247 555	1 483 210
Autres	60	1 321 485	1 263 383	1 369 246
	61	52 433 388	51 943 175	51 210 781
Activités culturelles				
Centres communautaires	62	3 122 623	2 972 676	2 718 327
Bibliothèques	63	15 147 604	15 263 169	14 296 490
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66	4 367 358	5 060 950	4 619 838
	67	22 637 585	23 296 795	21 634 655
	68	75 070 973	75 239 970	72 845 436
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	16 291 800	15 927 466	14 548 975
Autres frais	71	859 849	858 701	920 728
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72	1 187 790	1 268 500	1 129 700
Autres	73		511	58 108
	74	18 339 439	18 055 178	16 657 511
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	23
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	24
Questionnaire	25
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles non consolidées	28
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	29

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 851 109	5 851 109	11 232 641
Usines de traitement de l'eau potable	2	15 222 607	15 222 607	11 650 170
Usines et bassins d'épuration	3	11 709 090	11 709 090	11 131 015
Conduites d'égout	4	11 906 298	11 906 298	6 543 561
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	23 801 262	23 801 262	27 948 885
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 236 438	3 236 438	3 129 385
Aires de stationnement	9	55 822	55 822	162 116
Parcs et terrains de jeux	10	18 620 657	18 620 657	25 839 822
Autres infrastructures	11	287 542	287 542	1 778 381
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	9 885 579	14 989 646	49 036 185
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 417 835	4 417 835	3 933 423
Améliorations locatives	15		369 114	326 615
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		16 712 779	24 058 725
Autres	17	5 585 365	5 786 211	10 350 933
Ameublement et équipement de bureau	18	4 305 533	8 627 100	11 251 682
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 439 764	10 258 844	9 492 649
Terrains	20	7 253 223	7 253 223	1 856 079
Autres	21	75 640	18 299 673	(19 413 600)
	22	131 653 764	177 405 250	190 308 667

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024	
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	1	5 424 959	5 424 959	11 051 654
	Usines de traitement de l'eau potable	2	15 245 654	15 245 654	11 650 170
	Usines et bassins d'épuration	3	11 709 497	11 709 497	11 131 015
	Conduites d'égout	4	10 201 538	10 201 538	5 924 038
	Autres infrastructures	5	32 811 952	32 811 952	38 538 683
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	6	426 150	426 150	180 987
	Usines de traitement de l'eau potable	7	(23 047)	(23 047)	
	Usines et bassins d'épuration	8	(407)	(407)	
	Conduites d'égout	9	1 704 760	1 704 760	619 523
	Autres infrastructures	10	13 189 769	13 189 769	20 319 906
	Autres immobilisations corporelles	11	40 962 939	86 714 425	90 892 691
		12	131 653 764	177 405 250	190 308 667

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 453 764	400 000	1 791	8 851 973
Réserves financières et fonds réservés	3	1 328 458		1 309 540	18 918
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	110 890 762	24 064 504	21 943 255	113 012 011
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	575 522 830	147 491 935	113 028 572	609 986 193
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	696 195 814	171 956 439	136 283 158	731 869 095
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	94 981 251	13 548 161	17 181 750	91 347 662
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	94 981 251	13 548 161	17 181 750	91 347 662
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	94 981 251	13 548 161	17 181 750	91 347 662
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	8 674 745			8 674 745
Autres	17	260 306			260 306
	18	103 916 302	13 548 161	17 181 750	100 282 713
	19	800 112 116	185 504 600	153 464 908	832 151 808
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	800 112 116	185 504 600	153 464 908	832 151 808

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	2024		2025		Portrait global
	Compétences de nature locale	Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global	
Administration municipale					
Dette à long terme	1	464 001 370	474 588 309	259 376 974	733 965 283
Ajouter					
Activités d'investissement à financer	2	42 900 732	59 027 494	34 968 765	93 996 259
Activités de fonctionnement à financer	3	7 890 377	11 906 856	10 858 858	22 765 714
Dette en cours de refinancement	4				
Autres	5.1				
Déduire					
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme					
Excédent accumulé					
Fonds d'amortissement	6				
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	6 215 564	4 907 210	3 963 682	8 870 892
Débiteurs	8	61 860 695	66 356 716		66 356 716
Autres montants	9			8 674 745	8 674 745
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	10 226 377	15 984 174	233 529	16 217 703
Autres	11.1				
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	436 489 843	458 274 559	292 332 641	750 607 200
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats					
Endettement net à long terme	13			116 403 280	116 403 280
Endettement net à long terme	14	436 489 843	458 274 559	408 735 921	867 010 480
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes					
Municipalité régionale de comté	15				
Communauté métropolitaine	16	4 178 602	5 536 271		5 536 271
Autres organismes	17	34 269 000	36 830 000		36 830 000
Endettement total net à long terme	18	474 937 445	500 640 830	408 735 921	909 376 751
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	181 660 952	198 993 357		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	3 212 309	2 961 022		
	21	178 448 643	196 032 335		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	653 386 088	696 673 165		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	[REDACTED]	[REDACTED]		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24				
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22, ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	25				

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	94 715		
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	108 900 000	107 549 378	107 549 378
Autres	10			102 518 954
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	685 440	648 665	648 665
Autres	15			763 271
Santé et bien-être				
Habitation	16	2 891 831	2 736 681	2 736 681
Autres	17	15 718	14 875	14 875
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	972 592	920 412	920 412
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	168 376	159 342	159 342
Autres	21			190 524
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	635 704	601 598	601 598
Activités culturelles	23			719 324
Réseau d'électricité	24			
	25	114 364 376	112 630 951	112 630 951
				107 783 921

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	7 810 823	7 083 409
Charges sociales	2	1 913 183	1 799 021
Biens et services	3	121 929 758	124 795 693
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	131 653 764	133 678 123

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Cha soc (do
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	388,00	35,00	735 497,00	58 762 441	
Professionnels	2					
Cols blancs	3	1 169,00	34,00	2 228 190,00	99 084 433	
Cols bleus	4	450,00	36,00	975 273,00	43 165 517	
Policiers	5	620,00	40,00	1 512 645,00	83 151 591	
Pompiers	6	268,00	42,00	696 737,00	29 190 399	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	2 895,00		6 148 342,00	313 354 381	
Élus	9	25,00			2 315 212	
	10	2 920,00			315 669 593	

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas être déposés au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM Munic Comm métrop
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	1				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	51 884			
Réseau de distribution de l'eau potable	3	457 298			
Traitement des eaux usées	4	50 374	7 000		
Réseaux d'égout	5	279 245	11 655		
Autres	6	47 371 699	5 735 856	1 215 920	
	7	48 210 500	5 754 511	1 215 920	

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	105 254	216 886
Évaluation	2	87 457	90 399
Autres	3	1 752 129	1 670 677
	4	1 944 840	1 977 962
Sécurité publique			
Police	5	2 449 685	2 458 954
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	2 947 119	2 522 389
Sécurité civile	8	6 783	4 055
Autres	9	41 232	35 519
	10	5 444 819	5 020 917
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	5 264 815	5 023 279
Enlèvement de la neige	12	131 261	130 638
Autres	13	1 774 973	1 578 431
Transport collectif	14	22 946	25 689
Autres	15	166 403	186 493
	16	7 360 398	6 944 530
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 508 101	1 266 451
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 603 341	2 479 681
Traitement des eaux usées	19	1 142 607	917 265
Réseaux d'égout	20	2 439 872	2 361 558
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	697 864	724 767
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	9 775	12 779
Protection de l'environnement	25	23 626	13 654
Autres	26	190 644	167 084
	27	8 615 830	7 943 239
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	496	950
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	25 348	21 702
	32	25 844	22 652
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	217 170	152 005
Rénovation urbaine	34	152 735	164 254
Promotion et développement économique	35	4 754	853
Autres	36	612 463	656 484
	37	987 122	973 596
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	4 734 885	3 974 722
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	333 647	310 608
Autres	40	96 194	86 558
	41	5 164 726	4 371 888
Réseau d'électricité			
	42		
	43	29 543 579	27 254 784

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Fournier, Catherine	1.1	Maire	121 197	20 294	75 341
Azouz, Marc-Antoine	1.2	Conseiller	62 617	20 294	13 192
Balma, Rolande	1.3	Conseiller	51 503	17 403	13 717
Barbeau, Frédéric	1.4	Conseiller	7 261	2 947	
Belaïcha, Lysa	1.5	Conseiller	88 768	20 294	
Bombo-Allara, Reine	1.6	Conseiller	92 897	20 294	
Bouchard, Lyette	1.7	Conseiller	14 038	2 947	
Cueto, Alvaro	1.8	Conseiller	136 903	20 294	
Delisle, Nathalie	1.9	Conseiller	122 605	20 294	21 567
Drolet, Marie-Michèle	1.10	Conseiller	14 038	2 947	
Ferraro, Marc Antoine Karl	1.11	Conseiller	48 443	17 403	
Grenon, Nicola	1.12	Conseiller	7 261	2 947	
Héon, Geneviève	1.13	Conseiller	50 123	17 403	35 417
Joly, Sylvain	1.14	Conseiller	167 303	20 294	16 475
Keays, Christopher	1.15	Conseiller	4 104	2 052	
Lambert, Sylvain	1.16	Conseiller	14 549	2 947	
Lambert, Sylvain	1.17	Maire suppléant	1 808		
Larocque, Sylvain	1.18	Conseiller	55 987	20 294	
Lemire, Jacques	1.19	Conseiller	105 608	17 403	
Lévesque, Carl	1.20	Conseiller	92 753	20 294	
Lok, Chrep	1.21	Conseiller	7 261	2 947	
Lwalalika, Affine	1.22	Conseiller	117 581	20 294	15 939
Mercier, Marjolaine	1.23	Conseiller	108 310	17 403	7 194
Normandin, Éric	1.24	Conseiller	28 257	14 130	
Paquette, Sophie	1.25	Conseiller	7 261	2 947	
Rasmussen, Susan	1.26	Conseiller	26 331	13 167	
Sabourin-Lefebvre, Florent	1.27	Conseiller	7 261	2 947	
Tabarah, Jonathan	1.28	Conseiller	169 066	20 294	
	2		1 731 094	363 174	198 842

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les allocations de départ suivantes ont été versées en 2025 :

	\$
Balma, Rolande	8 935
Ferraro, Marc Antoine Karl	8 617
Héon, Geneviève	8 937
Lemire, Jacques	123 592
Mercier, Marjolaine	18 834
Rasmussen, Susan	4 747

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	32 970 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	144 635 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	7 782 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	6 234 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	(51 360) \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	7 085 \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	814 197 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	3 455 662 \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	80 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	59 200 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	17 006 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	8 137 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	4 120 695 \$
Ligne 24 : Libres	20	7 092 436 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	13 140 705 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	13 140 705 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 4 020 763 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 7 181 240 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 1 332 500 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- Premiers 3 000 m² : 1 766 541 m² : 0,33\$/m²
- m² supplémentaires: 1 314 985 m² : 0,57\$/m²
- Règlement : CO-2024-1298

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

67

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

68 _____ 3 890 774 \$

b) autres formes d'aide

69 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

70

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

71 _____ \$

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?

72

Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?

73

Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025

74 _____ 213 \$

12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025

75 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 5 557 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systemes de sécurité 78 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 189 794 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 \$
 - Systemes de drainage 83 \$
 - Abords de routes 84 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 189 794 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 189 794 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 89 CO-251118-4.3
- b) Date d'adoption de la résolution 90 2025-11-18
14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ? 91
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 92 CO-191112-2.1
- b) Date d'adoption de la résolution 93 2019-11-12

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|-------------------------------------------------------------------|----|---|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 94 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 95 | 2 |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | 18 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | 16 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | 16 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | 1 |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 7 684 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 2 380 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 13 |

Règlement

- | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------------------------------|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------------------------------|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non consolidés
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2025	2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 716 559	1 546 870
Usines de traitement de l'eau potable	2	15 222 608	11 650 170
Usines et bassins d'épuration	3	11 709 090	11 131 015
Conduites d'égout	4		1 813
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	48 547	15 884
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		12 254
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 362 243	2 361 651
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		4 110
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	2 076 105	7 294 932
Ameublement et équipement de bureau	18	2 532 065	3 232 643
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 909 244	468 029
Terrains	20		207 988
Autres	21		
	22	39 576 461	37 927 359

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2025	2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 486 959	1 450 793
Usines de traitement de l'eau potable	2	15 245 655	11 650 170
Usines et bassins d'épuration	3	11 709 497	11 131 015
Conduites d'égout	4		1 813
Autres infrastructures	5	48 547	15 884
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	229 600	96 077
Usines de traitement de l'eau potable	7	(23 047)	
Usines et bassins d'épuration	8	(407)	
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		12 254
Autres immobilisations corporelles	11	10 879 657	13 569 353
	12	39 576 461	37 927 359

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)**

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
58033	Ville de Boucherville	1.1	58 813 073
58007	Ville de Brossard	1.2	101 106 367
58227	Ville de Longueuil	1.3	203 036 014
58037	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	1.4	37 385 314
58012	Ville de Saint-Lambert	1.5	27 361 303
		2	427 702 071
Certaines municipalités			
58033	Ville de Boucherville	3.1	4 006 503
58007	Ville de Brossard	3.2	8 240 448
58227	Ville de Longueuil	3.3	16 105 553
58037	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	3.4	920 919
58012	Ville de Saint-Lambert	3.5	1 790 683
		4	31 064 106
		5	458 766 177

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI NON**

- | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----------------------------|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>12 930 000</u> | \$ |
| 2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? | 2 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : | | | |
| a) crédits de taxes | 3 | <u> </u> | \$ |
| b) autres formes d'aide | 4 | <u> </u> | \$ |
| 3. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 6 | <u> </u> | \$ |
| 4. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM : | | | |
| a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 8 | <u> </u> | \$ |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées visées par l'entente et le numéro de règlement : | | | |
| b) visées par le paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 10 | <u> </u> | \$ |
| Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement : | | | |

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2025	2024
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 134 550	9 685 771
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	11 906 298	6 541 748
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	23 801 261	27 948 885
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 236 438	3 129 385
Aires de stationnement	9	7 275	146 232
Parcs et terrains de jeux	10	18 620 657	25 797 783
Autres infrastructures	11	287 542	1 766 127
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	5 523 336	3 861 364
Édifices communautaires et récréatifs	14	4 417 835	3 933 423
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	3 509 260	2 657 560
Ameublement et équipement de bureau	18	1 773 468	965 301
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 530 520	7 669 094
Terrains	20	7 253 223	1 648 091
Autres	21	75 640	
	22	92 077 303	95 750 764

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2025	2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	3 938 000	9 600 861
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	10 201 538	5 922 225
Autres infrastructures	5	32 763 405	38 522 799
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	196 550	84 910
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9	1 704 760	619 523
Autres infrastructures	10	13 189 768	20 265 613
Autres immobilisations corporelles	11	30 083 282	20 734 833
	12	92 077 303	95 750 764

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	2 976 885	2 976 885	2 935 742
Évaluation	2	4 181 897	4 181 897	3 943 371
Autres	3	15 256 148	15 256 148	14 816 331
Sécurité publique				
Police	4	70 403 277	70 403 277	64 117 644
Sécurité incendie	5	28 016 383	28 016 383	26 897 521
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	2 438 746	2 438 746	2 861 870
Transport collectif	9	52 432 571	52 376 655	51 721 225
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	26 115 041	26 592 196	25 488 573
Matières résiduelles	12	12 972 537	12 972 537	12 790 849
Cours d'eau	13	43 075	43 075	41 060
Protection de l'environnement	14	685 440	648 665	763 271
Autres	15	228 746	228 746	214 824
Santé et bien-être				
Habitation	16	3 282 915	3 127 765	2 532 871
Autres	17	15 718	14 875	17 786
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 412 965	2 360 785	2 283 991
Rénovation urbaine	19	25 067	25 067	24 619
Promotion et développement économique	20	1 241 132	1 232 098	1 160 021
Autres	21	432 924	432 924	458 661
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	928 521	894 415	1 045 308
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	224 089 988	224 223 139	214 115 538

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

À Madame la Mairesse,
Aux membres du conseil municipal de la Ville de Longueuil et
Aux membres du conseil de l'agglomération de Longueuil

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes pour les compétences de nature locale et les compétences de l'agglomération de la Ville de Longueuil (ci-après la « Ville »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 a été établi par la direction de la Ville, dans tous les aspects significatifs, conformément au règlement CA-2014-218 adopté par le conseil d'agglomération le 11 décembre 2014 et ses modifications subséquentes (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville dans ses compétences d'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 1 afférente au tableau qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville dans ses compétences d'agglomération de répondre aux exigences de l'Article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

FCPA auditrice, permis de comptabilité publique n°A115222

Brossard, Québec, le 26 mai 2026

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025					Total
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	
		Budget	Réalizations	Budget	Réalizations	Réalizations	Budget
Dépenses							
Administration générale	1	28 536 273	28 536 273				28 536 273
Sécurité publique	2	3 982 076	3 982 076				3 982 076
Transport	3						
Hygiène du milieu	4						
Santé et bien-être	5						
Aménagement, urbanisme et développement	6	3 601 039	3 601 039				3 601 039
Loisirs et culture	7						
Frais de financement	8						
	9	36 119 388	36 119 388				36 119 388

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Dépenses mixtes

La loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par *le Décret concernant l'agglomération de Longueuil* (Décret 1214-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération.

Les dépenses réalisées par l'Administration municipale dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une compétence locale constituent des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération. Ce règlement établit les critères permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

Ventilation des dépenses mixtes

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis par *le Règlement CA-2014-218 sur le partage des dépenses mixtes* adopté par le conseil d'agglomération le 11 décembre 2014 et les règlements l'ayant modifié par la suite.

La partie des dépenses relatives aux services mixtes administratifs rendus dans l'intérêt de l'agglomération et prévus au budget de fonctionnement équivaut à un montant établi en multipliant le pourcentage déterminé (selon l'article 3 du CA-2014-218) par le total des dépenses prévues au budget d'agglomération à l'exclusion de certaines charges indiquées à ce règlement. Le montant calculé en vertu de ce règlement est présenté au budget annuel soumis pour adoption.

De plus, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de sécurité publique (bâtiments et services des équipements) et de l'aménagement, urbanisme et développement qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction des données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou matérielles et financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Les dépenses présentées dans le tableau des dépenses mixtes par compétence sont préparées en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public, selon les mêmes méthodes comptables que celles énoncées à la note 2 du rapport financier de la Ville de Longueuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 **Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 **La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 **Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10

8. Les dépenses liées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11 **Informations additionnelles**

Nom du directeur général

12 Gaby Jodoin

Adresse courriel du directeur général

13 gaby.jodoin@longueuil.quebec

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-26 12:02

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Administration	Réalisation
		Administration	Administration	municipale	Organismes
		municipale	municipale	municipale	contrôlés et
					partenariats
Revenus					
Fonctionnement	1	819 164 410	826 825 100	885 353 322	2
Investissement	2	25 769 199	26 569 151	13 404 901	2
	3	844 933 609	853 394 251	898 758 223	2
Charges					
	4	813 178 000	842 262 291	868 461 744	2
Excédent (déficit) lié aux activités					
	5	31 755 609	11 131 960	30 296 479	(
Moins : revenus d'investissement	6	(25 769 199)	(26 569 151)	(13 404 901)	(
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales					
	7	5 986 410	(15 437 191)	16 891 578	(
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés					
	8	90 923 703	93 265 433	96 887 009	
Financement à long terme des activités de fonctionnement					
	9	11 540 316		8 785 539	
Remboursement de la dette à long terme					
	10	(67 147 396)	(66 467 164)	(66 423 615)	(
Affectations					
Activités d'investissement	11	(14 725 953)	(12 906 489)	(19 881 700)	(
Excédent (déficit) accumulé	12	(6 759 285)	1 545 411	(2 479 823)	
Autres éléments de conciliation					
	13	5 829 836		1 860 529	
	14	19 661 221	15 437 191	18 747 939	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales					
	15	25 647 631		35 639 517	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	218 297 974	239 452 838	246 810 629	228 426 644
Débiteurs	2	178 607 347	169 973 386	265 003 148	272 135 098
Prêts	3	3 087 890	2 833 811	2 833 811	3 087 890
Placements de portefeuille	4	3 974 678	13 912 185	13 971 692	4 034 185
Autres	5				
	6	403 967 889	426 172 220	528 619 280	507 683 817
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8			73 124 093	41 796 661
Créditeurs et charges à payer	9	164 448 945	177 921 437	221 241 141	210 769 183
Revenus reportés	10	69 197 869	56 021 620	62 198 529	81 340 979
Dette à long terme	11	701 504 929	728 644 447	826 274 871	794 872 143
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	81 026 800	80 682 900	80 410 500	81 559 000
Autres	13	17 386 887	18 004 156	19 838 170	18 194 868
	14	1 033 565 430	1 061 274 560	1 283 087 304	1 228 532 834
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(629 597 541)	(635 102 340)	(754 468 024)	(720 849 017)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	1 513 491 180	1 548 070 990	1 911 370 245	1 860 598 785
Autres	17	114 173 464	115 394 932	128 312 238	125 737 800
	18	1 627 664 644	1 663 465 922	2 039 682 483	1 986 336 585
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	59 746 953	74 158 774	71 761 127	57 606 365
Excédent de fonctionnement affecté	20	111 142 649	121 763 030	128 176 627	116 788 440
Réserves financières et fonds réservés	21	34 569 715	34 908 041	42 528 795	42 297 507
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	204 131 063)(	204 950 988)(	205 399 588)(	204 131 063)
Financement des investissements en cours	23	(41 205 756)	(46 882 356)	(90 570 345)	(70 951 123)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	1 037 944 605	1 049 367 081	1 339 470 757	1 324 200 423
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			(752 914)	(322 981)
	26	998 067 103	1 028 363 582	1 285 214 459	1 265 487 568

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Contrôle de la dette	1.1	1 477 518	1 479 309
▪ Fonds d'infrastructures/immobilisations	1.2	63 874 486	70 438 274
▪ Fonds réserve statutaire	1.3	9 921 189	9 921 189
▪ Fonds développement immobilier	1.4	11 265 381	2 354 895
▪ Fonds d'amortissement remboursement obligations municipales	1.5	7 374 455	6 974 455
▪ Budget participatif	1.6	300 000	300 000
▪ Fins communautaires	1.7	207 500	207 500
▪ Fonds de développement social	1.8	40 813	72 653
▪ Autres	1.9	27 301 688	19 394 374
	2	121 763 030	111 142 649
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	6 413 597	5 645 791
	4	128 176 627	116 788 440
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Fonds d'assurance	6.1	3 763 434	4 317 906
▪ Fonds eau potable	6.2	23 057	72 336
▪ Fonds eaux usées	6.3	16 160	50 535
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	20 042 049	19 006 639
Organismes contrôlés et partenariats	9	2 000 000	1 985 829
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	1 186 724	1 328 468
Organismes contrôlés et partenariats	11	260 307	260 307
Fonds local d'investissement	12	7 095 135	6 332 733
Fonds local de solidarité	13	35 078	120 069
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	558 328	1 265 325
Autres			
▪ Fonds d'immobilisations (RTL)	15.1	5 360 447	5 481 656
▪ Fonds remembrement agricole / Fonds de parcs et terrains de jeux	15.2	2 188 076	2 075 704
	16	42 528 795	42 297 507
	17	170 705 422	159 085 947

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Compétences de nature locale	Compétences de nature locale	Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	436 489 843	458 274 559	750 607 200	
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	653 386 088	696 673 165	909 376 751	

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025		2024	
		Total consolidé	Total consolidé	Total consolidé	Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	3				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	8 870 891		9 782 222	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	609 986 193		575 522 830	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	113 012 011		110 890 762	
Dettes à long terme à la charge des tiers					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	91 347 662		94 981 251	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8				
Autres	9	8 935 051		8 935 051	
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10				
	11	832 151 808		800 112 116	

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Budget 2025		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Fonctionnement							
Taxes	12	428 296 211	445 358 761	448 490 461	447 641 423		
Compensations tenant lieu de taxes	13	19 457 359	19 859 509	19 717 649	19 233 622		
Quotes-parts	14	223 820 914	239 253 663	239 624 611	239 624 611		
Transferts	15	49 443 253	37 693 368	52 466 621	58 169 318		
Services rendus	16	21 992 802	21 085 312	23 561 169	267 842 215		
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	51 218 179	50 618 536	74 969 081	74 969 081		
Autres	18	24 935 692	12 955 951	26 523 730	30 277 088		
	19	819 164 410	826 825 100	885 353 322	1 137 757 358		
Investissement							
Taxes	20						
Quotes-parts	21						
Transferts	22	26 746 022	24 892 751	5 754 511	11 626 229		
Autres	23	(976 823)	1 676 400	7 650 390	7 650 390		
	24	25 769 199	26 569 151	13 404 901	19 276 619		
	25	844 933 609	853 394 251	898 758 223	1 157 033 977		

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalisation
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025
Administration générale	1	98 557 522	101 396 275	6 133 699	107 529 974	1
Sécurité publique						
Police	2	154 615 259	150 253 881	5 144 319	155 398 200	1
Sécurité incendie	3	53 114 378	52 895 348	3 675 572	56 570 920	1
Autres	4	8 849 065	8 841 394	182 915	9 024 309	1
Transport						
Réseau routier	5	71 647 291	73 212 661	32 385 335	105 597 996	1
Transport collectif	6	110 289 484	109 058 838	239 763	109 298 601	3
Autres	7	86 142	97 637	316 497	414 134	1
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	60 727 726	63 324 987	30 644 457	93 969 444	1
Matières résiduelles	9	43 739 010	45 024 412	206 006	45 230 418	1
Autres	10	3 579 101	3 409 841	862 169	4 272 010	1
Santé et bien-être	11	6 488 023	27 332 990		27 332 990	1
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	26 332 737	25 362 220	259 433	25 621 653	1
Promotion et développement économique	13	5 725 148	3 889 492	291 623	4 181 115	1
Autres	14	775 763	2 905 446	21 745	2 927 191	1
Loisirs et culture	15	74 778 156	75 025 734	16 523 476	91 549 210	1
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	29 692 053	29 543 579		29 543 579	1
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	748 996 858	771 574 735	96 887 009	868 461 744	1
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	93 265 433	96 887 009 (	96 887 009)		
	21	842 262 291	868 461 744		868 461 744	1

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	25 769 199	13 404 901	5 871 718	19 276 619
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	133 678 123)(	131 653 764)(	45 751 486)(	177 405 250)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 149 623)(	1 342 220)(	)	1 342 220)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	54 818 962	84 660 881	19 981 600	104 642 481
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	14 725 953	19 881 700	6 441 788	26 323 488
Excédent accumulé	6	9 585 698	17 914 841		17 914 841
	7	(55 697 133)	(10 538 562)	(19 328 098)	(29 866 660)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(29 927 934)	2 866 339	(13 456 380)	(10 590 041)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14

Publié par :
Ville de Longueuil
Juin 2026

longueuil